

2025

MARS 2025

PROGRAMME DE TRAVAIL

Abréviations

5BR	5 bonnes raisons (dépliants sur la vaccination à destination du grand public)
AcVC	Accident de la vie courante
Adalis	Addictions Drogues Alcool Info Service
Ademe	Agence de la transition écologique
AIS	Alcool Info Service
Albane	Enquête en population générale sur la santé, la biosurveillance, l'alimentation et la nutrition (collaboration Anses)
ALD	Affection de longue durée
Anses	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail
ANRS	Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites
ANRS-MIE	ANRS-Maladies infectieuses émergentes (agence autonome de l'Inserm)
ARS	Agence régionale de santé
AT-MP	Accidents du travail et des maladies professionnelles
BEH	Bulletin épidémiologique hebdomadaire (Santé publique France)
BPCO	Bronchopneumopathie chronique obstructive
BSP	Bulletin de santé publique
BTP	Construction / Bâtiment et travaux publics
BUA	Bon usage des antibiotiques
CCNE	Comité consultatif national d'éthique
CED	Comité d'éthique et de déontologie
CLS	Contrat local de santé
Cnam	Conservatoire national des arts et métier
CNDP	Commission nationale du débat public
CNR	Centre national de référence
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale
COD	Comité d'orientation et de dialogue (instance de Santé publique France)
Coset	Cohortes pour la surveillance épidémiologique en lien avec le travail
Covars	Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires
CPS	Compétences psychosociales
CPTS	Communautés professionnelles territoriales de santé
CS	Conseil scientifique
CS3SP	Commission spécialisée système de santé et sécurité des patients
CSMIME	Commission spécialisée « maladies infectieuses et maladies émergentes »
CSP	Catégories socioprofessionnelles
CSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment
CV	Couverture vaccinale
DALYs	<i>Disability Adjusted Life Years</i> - Espérance de vie corrigée de l'incapacité
Dgesco	Direction générale de l'enseignement scolaire
DGOS	Direction générale de l'offre de soins (ministère de la Santé)
DGS	Direction générale de la santé
DIS	Drogues Info Service
DO	Déclaration obligatoire
DROM	Département et région d'outre-mer
DT2	Diabète de type 2
ECDC	<i>European Centre for Disease Prevention and Control</i> - Centre européen de prévention et de contrôle des maladies
EDI	<i>European deprivation index</i>
EDP-Santé	Appariement des données socio-économiques de l'échantillon démographique permanent au Système national des données de santé (SNDS)
EFSA	Autorité européenne de sécurité des aliments
EHESP	École des hautes études en santé publique
Ehpad	Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

Emergen	Systèmes de surveillance génomiques des variants du SARS-CoV-2
Enabee	Étude nationale sur le bien-être des enfants
Enclass	Enquête nationale en collège et en lycée chez les adolescents sur la santé et les substances
ENP	Enquête nationale périnatale
Entred	Échantillon national témoin représentatif des personnes diabétiques
Épifane	Épidémiologie en France de l'alimentation et de l'état nutritionnel des enfants pendant leur première année de vie
EpiGEH	Surveillance des épidémies de gastro-entérites d'origine hydrique
ÉQIS	Évaluation quantitative de l'impact sur la santé
Eras	Enquête Santé-Sexualité-Prévention-« Rapport au sexe »
ERER	Espaces de réflexion éthique régionaux
ERP	<i>Enterprise resource planning</i>
ESMS	Établissements et services médico-sociaux
EU4Health	Programme de financement de la Commission européenne « L'UE pour la santé »
FDep	Indice de défavorisation sociale
Francim	France Cancer Incidence et Mortalité
GD4H	<i>Green data for health</i>
Géodes	Plateforme web dynamique rassemblant une grande partie des indicateurs de santé publique produits par Santé publique France (une nouvelle plateforme d'open data sera déployée courant 2025, mais l'appellation « Géodes » a été conservée dans ce document pour plus de clarté)
GPEC	Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
GT	Groupe de travail
HAS	Haute Autorité de santé
HCSP	Haut Conseil de la santé publique
HERA	<i>Health Emergency Response Authority</i> (Autorité européenne pour la préparation et la réponse aux urgences sanitaires)
HPV	Papillomavirus humains
HSH	Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes
HTA	Hypertension artérielle
IANPHI	Association internationale des instituts nationaux de santé publique
IAS	Infections associées aux soins
Icaps	Intervention auprès des collégiens centrée sur l'activité physique et la sédentarité
Idea	Cours international d'épidémiologie appliquée (EHESP)
IHME	<i>Institute for Health Metrics and Evaluation</i>
INCa	Institut national du cancer
Ined	Institut national d'études démographiques
Ineris	Institut national de l'environnement industriel et des risques
INRS	Institut national de recherche et de sécurité
Inserm	Institut national de la santé et de la recherche médicale
IRA	Infections respiratoires aiguës
IRSN	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire
Isped	Institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement
ISS	Inégalité sociale de santé
IST	Infections sexuellement transmissibles
ISTS	Inégalités sociales et territoriales de santé
JIS	Joueurs Info Service
JOP	Jeux olympiques et paralympiques
KAPB	<i>Knowledge, Attitude, Practices & Behavior</i> (survey)
LS	Littératie en santé
MCP	Maladies à caractère professionnel
MCV	Maladies cardiovasculaires
MEE	Matrices emplois-expositions
MEL	Mise en ligne
Mildeca	Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
MSA	Mutualité sociale agricole

NRBC	Nucléaire, radiologique, biologique et chimique
OA	<i>Open Access</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIE	<i>World Organisation for Animal Health</i> - Organisation mondiale de la santé animale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ORS	Observatoire régional de santé
PARC	<i>Partnership for the Assessment of Risk from Chemicals</i> (Projet européen)
PE	Perturbateur endocrinien
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information
PNNS	Plan national nutrition santé
PNSE4	Plan national santé environnement 4
PPS	Prévention et promotion de la santé
PrévIST	Enquête nationale de prévalence des infections sexuellement transmissibles
PST	Plan santé travail
PTP	Programme de travail partenarial
QI	Quotient intellectuel
Retex	Retour d'expérience
RNSP	Réseau national de santé publique
RPVP	Repères pour votre pratique (collection de dépliants thématiques à destination des professionnels de santé)
Samu	Service d'aide médicale urgente
SARI	<i>Severe Acute Respiratory Infection</i>
SEQ4EPI	Séquençage des pathogènes pour l'épidémiologie (Projet Européen)
Sesstim	Unité mixte de recherche sciences économiques et sociales de la santé & traitement de l'information médicale
SHU	Syndrome hémolytique et urémique
SI	Système d'information
Sidep	Système d'Information de dépistage populationnel (national)
SIG	Système d'Information Géographique
SNDS	Système national des données de santé
SSE	Situation sanitaire exceptionnelle
Sum'eau	Surveillance microbiologique des eaux usées
SurSaUD®	Système français de surveillance sanitaire des urgences et des décès
TESSY	<i>European Surveillance System</i>
Tiac	Toxi-infection alimentaire collective
TIS	Tabac Info Service
TMS	Troubles musculo-squelettiques
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VIS	Vaccination Info Service
VRS	Virus respiratoire syncytial
WISH	<i>Wastewater Integrated surveillance for Public Health in Europe</i> (Projet européen)
YLD	Années de vie en bonne santé perdues (<i>Years lived with disability</i>)
YLL	Années de vie perdues (<i>Years of life lost</i>)

Citation suggérée : Santé publique France. Programme de travail 2025. Saint-Maurice : Santé publique France, 2025. 38 p.
Disponible à partir de l'URL : www.santepubliquefrance.fr

ISBN-NET 979-10-289-0988-8 / RÉALISÉ PAR LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION, SANTÉ PUBLIQUE FRANCE /
DÉPÔT LÉGAL : MARS 2025

Programmation 2025

Sommaire

Introduction	6
Fiche Enjeu. Anticipation, préparation, et réponse aux menaces de santé publique, dont les épidémies	8
Objectif 1. Contribuer à l'évaluation de l'ensemble des risques, notamment par l'animation et le renforcement de dispositifs de veille et de surveillance	9
Objectif 2. Réviser et renforcer les dispositifs de préparation et de réponse	11
Objectif 3. Renforcer l'expertise et les capacités d'aide à la décision	12
Objectif 4. Structurer les actions de l'agence dans la préparation des « grands événements »	12
Fiche Enjeu. Numérique en santé publique	13
Objectif 1. Déploiement stratégique en France de nouveaux systèmes d'information pour améliorer la surveillance épidémiologique	14
Objectif 2. Améliorer la collecte des données, leur analyse pour un grand nombre de systèmes de surveillance, enquêtes, bases médico-administratives afin d'améliorer la qualité, la précision et la réactivité de nos productions	14
Objectif 3. Améliorer la communication envers les citoyens (ouverture des données, applications mobiles)	15
Fiche Enjeu. Santé environnement, changement climatique et environnement de travail	16
Objectif 1. Caractériser les expositions et les impacts sanitaires pour contribuer aux stratégies de prévention à l'échelle européenne, nationale ou locale	17
Objectif 2. Renforcer et moderniser les dispositifs de surveillance, d'observation et de prévention des risques liés à l'environnement général et/ou professionnel	19
Objectif 3. Développer les stratégies d'influence et de plaidoyer pour promouvoir les aménagements favorables à la santé	20
Fiche Enjeu. Fardeau des maladies et de leurs déterminants, efficacité des interventions et retour sur investissement de la prévention	21
Objectif 1. Produire et décliner à l'échelon territorial les indicateurs permettant de décrire le fardeau des maladies en France	22
Objectif 2. Évaluer et promouvoir les interventions de prévention et de promotion de santé les plus efficaces et les plus efficientes	25
Objectif 3. Intégrer le calcul des gains de santé des actions de prévention et les réductions ou gains financiers générés par ces interventions (dépenses de santé ou dépenses sociétales)	26
Fiche Enjeu. Stratégie de prévention, marketing social et approche par populations	27
Objectif 1. Permettre à tout individu de prendre un bon départ dans la vie	28
Objectif 2. Acquérir des compétences structurantes pour préparer l'entrée dans l'âge adulte ..	28
Objectif 3. Avancer en âge en santé	29
Fiche Enjeu. Inégalités sociales et territoriales de santé	32
Objectif 1. Mieux documenter les déterminants sociaux dans les études et les dispositifs de surveillance et mieux comprendre les mécanismes sous-jacents aux inégalités sociales de santé ..	33
Objectif 2. S'assurer de l'équité des actions de promotion de la santé en tenant compte du gradient social, incluant aussi les personnes éloignées du système de santé et avec une attention soutenue pendant l'enfance	35
Objectif 3. Renforcer les partenariats, notamment avec les acteurs du social et les communautés/populations concernées	36
Fiche transversale. Principes transversaux de soutien à la programmation scientifique	37

Introduction

Le programme de travail de Santé publique France pour 2025 s'inscrit dans un cadre stratégique renouvelé, marqué par la signature en juin 2024 du contrat d'objectifs et de performance (COP) 2024-2028 avec le ministère de la Santé. L'agence s'engage également dans une réflexion approfondie sur sa feuille de route stratégique pluriannuelle, convaincue de son rôle essentiel dans l'amélioration de la santé de l'ensemble des populations

Dans le cadre de ses missions, Santé publique France doit en effet permettre de renforcer la prévention dans les politiques publiques afin de limiter le fardeau des maladies chroniques et réduire les inégalités sociales et territoriales de santé. Elle doit aussi innover pour faire progresser les connaissances, renforcer l'efficience des interventions en santé publique, et enfin à la fois garantir une réponse réactive aux menaces sanitaires et anticiper la gestion des crises. Pour cela, l'agence renforce ses principes d'action, fondés notamment sur l'expertise pluridisciplinaire, l'innovation et une stratégie d'ouverture et de dialogue avec la société renouvelée, au service des populations et des territoires.

Dans ce contexte, le programme de travail 2025 de l'agence se structure autour de six grands enjeux :

- **Anticipation, préparation, et réponse aux menaces de santé publique** : en 2025, l'agence renforcera ses dispositifs de surveillance et d'alerte, consolidera ses activités de surveillance et de partenariat avec la recherche, poursuivra le développement de la surveillance génomique ou encore de la surveillance des eaux usées, modernisera ses systèmes d'information internes et se placera en appui à la révision des doctrines d'emploi des moyens sanitaires (stock État, réserve sanitaire).
- **Numérique en santé publique** : l'agence poursuivra le renforcement de son efficience et de son impact en santé publique en tirant parti des possibilités offertes par le numérique. Santé publique France contribuera encore en 2025 au déploiement d'évolutions de systèmes d'information nationaux (participation à la dématérialisation des déclarations obligatoires et à la remontée des résultats de tests biologiques par exemple) ; elle conduira des réflexions avec ses partenaires sur l'application des méthodes d'intelligence artificielle et développera, dans le cadre d'une approche « une seule santé », ou sur d'autres domaines, le croisement de données de santé avec d'autres sources. L'agence agira également pour améliorer la surveillance épidémiologique en temps proche du réel à l'hôpital grâce au projet Orchidée (dans le cadre du projet EU4HEALTH).
- **Santé environnement, changement climatique et environnement de travail** : en 2025, Santé publique France renforcera ses actions pour atténuer les répercussions des changements climatiques et des expositions aux substances chimiques. Elle poursuivra le développement d'approches fondées sur le concept « Une seule santé », qui intègre les relations entre la santé humaine, animale et environnementale. Les grandes enquêtes, telles qu'Albane, PestiRiv, et Kannari, permettront de mieux caractériser ces expositions et d'estimer leur fardeau sur la santé publique, avec un focus particulier sur les territoires d'outre-mer, plus vulnérables aux risques environnementaux. Elle poursuivra ses études sur l'impact des zones industrielles sur les populations riveraines, au plus près des territoires. Parallèlement, une stratégie de plaidoyer sera renforcée pour promouvoir la mise en place d'environnements favorables à la santé, en collaboration avec divers partenaires territoriaux, nationaux et internationaux. Le plaidoyer sur l'adaptation à la chaleur, dans le contexte du changement climatique, sera une priorité. Ces actions contribueront aux objectifs du Plan national santé environnement (PNSE4), du Plan santé travail (PST4) et d'autres plans sectoriels.

- **Fardeau des maladies et de leurs déterminants, efficacité des interventions et retour sur investissement de la prévention** : l'agence poursuivra la production d'indicateurs permettant de décrire le fardeau des maladies, notamment à travers la collaboration avec l'*Institute for Health Metrics and Evaluation* (IHME), pour la production d'indicateurs sur les années de vie perdues (YLL) et les années de vie en bonne santé perdues (YLD). Ces indicateurs aideront à mieux caractériser les pathologies prioritaires au niveau national et régional. L'agence contribuera également de manière active aux grandes priorités de santé publique que sont la santé mentale et la santé des femmes, en améliorant la surveillance et l'évaluation des interventions de prévention. Enfin, Santé publique France renforcera la mise à disposition des indicateurs produits, afin d'orienter et d'évaluer les politiques publiques, avec un accent sur le retour sur investissement des interventions les plus efficaces.
- **Stratégie de prévention, marketing social et approche par populations** : Santé publique France amplifie ses efforts pour transformer les comportements et réduire les risques en matière de santé, en s'appuyant sur des stratégies de prévention innovantes et basées sur le marketing social. En mobilisant les sciences comportementales, l'agence mettra en œuvre des dispositifs nationaux d'envergure, tels que la dixième édition de « Mois sans tabac », et les campagnes pour inciter et aider les consommateurs à diminuer leur consommation d'alcool (« c'est la base » et campagne grand public). Elle étendra ses campagnes de prévention à de nouveaux domaines comme l'arrêt du cannabis et l'accompagnement sur les addictions. Les plateformes d'aide à distance, telles que Drogues Info Service, Alcool Info Service et Tabac Info Service, joueront un rôle central pour toucher les publics concernés. L'agence élargira également ses actions dans le domaine de la santé sexuelle, visant une entrée plus sécurisée et positive dans la sexualité pour les jeunes, en réduisant les risques associés aux infections sexuellement transmissibles (IST). De plus, Santé publique France renforcera la promotion du Nutri-Score pour encourager des comportements alimentaires plus sains, tout en adaptant ses messages en fonction des publics cibles, notamment les jeunes et les populations en situation de vulnérabilité. Enfin, l'agence continuera d'améliorer l'efficacité des interventions en s'appuyant sur des dispositifs de suivi et d'évaluation rigoureux, afin d'en maximiser l'impact et de favoriser la dissémination des interventions efficaces et prometteuses.
- **Inégalités sociales et territoriales de santé** : Santé publique France intensifiera ses actions pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé. L'agence continuera à développer des indicateurs intégrant les déterminants sociaux et économiques au travers de partenariats renforcés avec le monde académique et de la recherche. Ces indicateurs permettront de produire des analyses plus précises des inégalités dans tous les territoires, notamment dans les zones rurales et ultramarines. Un accent sera mis sur l'amélioration de la littératie en santé et l'accès à l'information pour les populations vulnérables, comme les personnes en grande précarité ou les minorités. En suivant le principe de « l'universalisme proportionné », Santé publique France adaptera ses interventions en fonction du niveau de défavorisation sociale pour maximiser l'impact des politiques publiques. Ces efforts seront articulés en concertation avec l'ensemble des acteurs, et en particulier ceux œuvrant au plus près des populations concernées.

Ce programme de travail traduit ainsi la volonté de développer Santé publique France conformément à son ambition : celle d'une santé publique éclairante, performante, au plus près des territoires et des populations.

Dr Caroline Semaille
Directrice générale de Santé publique France

Fiche Enjeu

Anticipation, préparation, et réponse aux menaces de santé publique, dont les épidémies

L'anticipation, la préparation et la réponse aux menaces sanitaires de grande ampleur sont au cœur des missions de Santé publique France. L'association des fonctions de veille, d'alerte et des moyens de réponse dont elle dispose lui permet d'anticiper et de garantir une réponse réactive et adaptée aux menaces, à tous les échelons territoriaux, qu'il s'agisse d'une urgence sanitaire simple, d'une crise ou d'une situation sanitaire exceptionnelle (SSE).

En 2025, l'agence poursuivra des actions structurantes pour **renforcer la préparation et la réponse aux menaces sanitaires**. Cela inclut la mise à jour du guide de l'alerte en France et le développement d'outils (guides, indicateurs, questionnaires...) pouvant être mobilisés pour améliorer sa réponse en cas de SSE, notamment en situation post-accident ou post aléa environnemental. Elle s'adaptera par ailleurs aux évolutions organisationnelles de la Direction générale de la santé (DGS) et à la création du centre de crises sanitaires, ce qui impliquera de définir de nouvelles modalités de travail. L'agence appuiera les réflexions des services ministériels dans la rénovation du cadre d'emploi de la réserve sanitaire et de la doctrine sur les moyens sanitaires, pour garantir une utilisation efficace et raisonnée des moyens disponibles en cas de menace sanitaire.

L'agence s'attachera au **renforcement de ses dispositifs de surveillance et d'alerte** pour anticiper notamment l'émergence de maladies infectieuses telles que la grippe zoonotique avec la mise en place d'un protocole de surveillance de l'influenza aviaire hautement pathogène. Elle assurera également la surveillance la plus exhaustive et précoce possible des maladies à transmission vectorielle, telles que les arboviroses (*West Nile*, dengue, Oropouche), dont la recrudescence inédite, y compris dans l'Hexagone, nécessite une attention particulière. Le maintien des capacités de réponses rapides face aux infections d'origine alimentaire et respiratoire est également un enjeu pour Santé publique France. L'agence maintiendra également sa **dynamique d'innovation en consolidant ses activités de surveillance et de partenariat avec la recherche** via l'élargissement des activités du Consortium Emergen, en étroite collaboration avec l'ANRS-Maladies infectieuses émergentes (ANRS MIE). Cette initiative vise à établir, en lien avec les CNR, un système national de surveillance génomique soutenant activement les activités de veille et de recherche dans le domaine des maladies infectieuses émergentes. Par ailleurs, la surveillance des infections respiratoires aiguës sera renforcée grâce à une intensification de la surveillance des eaux usées avec une extension du projet Sum'eau (incluant les poliovirus) et la participation au projet européen WISH (*Wastewater Integrated Surveillance for Public Health in Europe*). L'amélioration des systèmes de surveillance passe aussi par la participation de l'agence à la dématérialisation des déclarations obligatoires (Enjeu « Numérique en santé »).

Parallèlement, l'agence s'emploiera à développer **son expertise dans une perspective d'aide à la décision renforcée**. Il s'agira notamment de poursuivre l'évaluation et la révision de ses dispositifs de surveillance pour la détection précoce de signaux sanitaires. L'agence poursuit également son engagement en matière de partenariats, reposant sur sa capacité à interagir avec l'ensemble de ses partenaires et à s'appuyer sur des réseaux structurés et performants pour mener à bien ses missions. Parmi ces réseaux figurent notamment celui des CNR pour l'expertise microbiologique ainsi que celui des missions nationales de surveillance et de prévention des infections associées aux soins et de l'antibiorésistance, tous deux reconduits en 2023.

Dans le cadre d'une stratégie globale de modernisation de ses infrastructures, Santé publique France s'engage également à poursuivre la **modernisation de ses systèmes d'information** afin de renforcer son efficacité opérationnelle ainsi que sa réactivité. La refonte du système d'information de la réserve sanitaire est un impératif incontournable pour assurer une gestion optimale d'une crise sanitaire d'envergure, en offrant un outil centralisé de gestion couvrant l'intégralité de la chaîne, de

l'engagement initial à la mobilisation effective sur le terrain. Des travaux seront également conduits pour préparer le déploiement à venir d'un outil ERP (*Enterprise Resource Planning*), essentiel pour faire face aux sollicitations croissantes de l'établissement pharmaceutique.

L'agence poursuivra également son projet d'investir dans des capacités **de modélisation** mathématique pour appuyer la prise de décision publique. Cette initiative a vocation à couvrir un large éventail de sujets, à commencer par celui les maladies infectieuses.

Enfin, la dimension supranationale revêt une importance capitale, marquée par l'implication de l'agence dans plusieurs projets structurants comme dans le programme EU4Health pour le renforcement des capacités de surveillance au travers notamment du projet Orchidée (Enjeu « Numérique en santé ») ; le projet PARC sur l'évaluation des risques liés aux substances chimiques (Enjeu « Santé environnement ») ou le projet EMERGEN dans le cadre du projet européen SEQ4EPI, en lien avec l'ANRS MIE et l'Anses. L'agence collabore également avec des organisations internationales telles que l'OMS (Organisation mondiale de la santé), l'ECDC (Centre européen de prévention et de contrôle des maladies), HERA (Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire). Elle est également impliquée dans IANPHI (Association internationale des instituts nationaux de santé publique).

Objectif 1. Contribuer à l'évaluation de l'ensemble des risques, notamment par l'animation et le renforcement de dispositifs de veille et de surveillance

L'agence contribue à analyser les risques au travers des dispositifs de veille et de surveillance qu'elle anime dans une perspective d'anticipation des menaces et d'appui à la mise en place des mesures de gestion.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Activité de veille, surveillance et alerte dans le domaine des maladies infectieuses	Protocole de veille internationale	juin-25
	Fiches au Bulletin quotidien des alertes	En continu
	Flash info Maladies infectieuses destiné aux partenaires	Trimestriel
	Doctrine de <i>contact-tracing</i>	Déc.-25
	Mise en ligne (MEL) des indicateurs dans Géodes	Déc.-25
	Transmission régulière des données de surveillance de la France vers des partenaires internationaux (ECDC – TESSY, OMS, OIE)	2025
Piloter la surveillance syndromique	Surveillance en routine à partir du système de surveillance syndromique	En continu
	Mise en place des données SAMU pour la surveillance réactive	Déc.-25
	Bilan de la surveillance syndromique au cours des JOP	Juin-25
	Saisine cocaïne – note au décideur	Déc.-25
	Saisine suicide - Fichier de données d'indicateurs suicide Oscour	Déc.-25
Consolidation de la stratégie Laboratoires pour la surveillance des maladies infectieuses	Surveillance génomique des maladies infectieuses et expertise microbiologique associée à partir du réseau des CNR	En continu
	Poursuite du projet EMERGEN dans le cadre du projet européen SEQ4EPI, et en lien avec l'ANRS MIE et l'Anses	2025
Grippe zoonotique : surveillance et expertise	Bilan du pilote SAGA (Surveillance active des personnes exposées à un foyer d'influenza aviaire hautement pathogène dans un contexte professionnel) - rapport	Mars-25
	Mise à jour du protocole de surveillance de la grippe aviaire (SAGA)	Juin-25
Surveillance des maladies visées par la partie B du plan NRBC et agents de la menace	Bilan annuel 2024 charbon et brucellose (MEL)	
	Transmission des données à l'ECDC (Tessy) : charbon, tularémie, brucellose, botulisme, FHV, peste et variole	Mai-25
	Tularémie : bilan cinq ans surveillance, MEL données 2024 sur Géodes et publications des résultats de l'étude de séroprévalence (article)	Mai-Nov.-25
	Définition de la stratégie contact tracing et mise en place des outils	Déc.-25

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Enquête de santé publique post-attentats du 13 novembre 2015 (ESPA 13 novembre)	Recours aux soins cinq ans après - article Impact psychologique et recours aux soins en population après un attentat – Point épidémiologique	Avril-25 Mai-25
Refonte du dispositif de prise en charge des alertes en milieu professionnel	Poursuite des travaux en lien avec la DGS et la DGT et note de positionnement de Santé publique France dans le cadre du nouveau dispositif qui sera proposé	Sept.-25
Surveillance et prévention de l'antibiorésistance et des infections associées aux soins (IAS)	Pilotage des missions nationales IAS-BUA (Bon usage des antibiotiques) Bilan et lettre des signalements IAS Surveillance de la consommation des antibiotiques en secteur de ville : rapport et infographie sur l'évolution de la consommation depuis dix ans articles et publication d'indicateurs Géodes Enquêtes nationales de prévalence des IAS et des traitements antibiotiques en Ehpad - Rapport	2025 2025 Nov.-25 Déc.-25
Infections d'origine alimentaire	Surveillance EpiGEH Infections bactériennes Résultats du Baromètre santé sur enquête 2020-21 (hygiène alimentaire, consommation de fromages au lait cru) - Article Mise à disposition des données dans Géodes (Listeria, SHU pédiatriques) Transmission des données à l'ECDC (Tessy) : Escherichia coli producteurs de shigatoxines, Yersinia, Salmonelles, Campylobacter, Listeria Mise à jour des dossiers thématiques sur le site de Santé publique France : Listeria, SHU pédiatriques, fièvres typhoïdes et paratyphoïde Surveillance des SHU pédiatriques : rapport annuel et note à la DGS Infections virales Transmission des données Hépatite A à l'ECDC Actualisation des données Hépatite A 2024 : Note DGS, MEL sur Géodes et site internet	2025 Oct.-25 Oct.-25 Mai-25 Oct.-25 Oct.-25 Mai-25 Juill.-25
Surveillance des TIAC et investigation des épidémies d'origine alimentaire	Transmission des données DO TIAC aux autorités européennes (EFSA) Mise en ligne des données 2024 sur Géodes Rapport annuel sur les TIAC	Mai-25 Nov.-25 Nov.-25
Zoonoses non alimentaires	Leptospirose : rapport sur la première année de mise à la DO, Publication des données PMSI (DROM) Mise en ligne des données 2024 sur Géodes : leptospirose et hantavirus	Déc.-25 Mai-25
Surveillance, détection des émergences, évaluation du risque et prévention de maladies vectorielles en métropole et dans les outre-mer	Maladies vectorielles transmises par les moustiques Actualisation annuelle des recommandations sanitaires aux voyageurs (HCSP/DGS/Santé publique France) Construction sociale de savoirs citoyens en matière de prévention des nuisances et des risques infectieux liés à <i>Aedes albopictus</i> (moustique tigre) en Occitanie : rapport Transmission des données à l'ECDC (Tessy) : Paludisme, arboviroses Boîte à outils investigations émergences, mise à jour MEL d'indicateurs arboviroses dans Géodes Production d'indicateurs sur le paludisme en Guyane Surveillance, études et expertise des maladies vectorielles transmises par les tiques et autres vecteurs (hors moustiques) Bilan des cas hospitalisés 2024 pour Borréliose de Lyme : Note Mise à jour du dossier thématique site Santé publique France Analyse des données du Baromètre santé 2024 (Lyme et tiques) : Article	Juin-25 Déc.-25 Mai-25 Mai-25 Juill.-25 Juin-25 Mai-25 Oct.-25 Mars-25 Juill.-25

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Surveillance, fardeau et prévention des Infections respiratoires aiguës (IRA)	Surveillance et expertise Réponses aux saisines concernant les IRA Contribution aux projets ECDC sur la surveillance des SARI (études VEBIS) : Rapport annuel Bulletin hebdomadaire IRA Transmission des données à l'ECDC (Tessy) Bilan IRA - Saison grippe/Covid et VRS Données de surveillance 2024-2025 Covid-19 vs saisons précédentes (article) Bilan annuel de l'épidémie de grippe 2024-2025 (article BEH)	2025 Mai-25 2025 Mai-25 Juin-25 Déc.-25 Déc.-25
Surveillance, fardeau et prévention des Infections respiratoires aiguës (IRA) - Suite	Fardeau des infections respiratoires aiguës (Sars-CoV2, virus grippaux, VRS) Modélisation de la mortalité attribuable à la grippe, au VRS et à la Covid-19 sur la période 2013-2023 Protocole PMSI Grippe Covid Fardeau VRS et VRS bronchiolite Impact des traitements préventifs contre le VRS Prévention des IRA Créations d'outils de prévention du VRS Mise à jour des pages Vaccination Info Service (VIS) (grippe, Covid) et création d'une page VRS Surveillance microbiologique des eaux usées (Sum'eau) Poursuite de l'expérimentation en lien avec le ministère et l'Anses Reprise du pilotage opérationnel par Santé publique France Études Estimation de la prévalence du Covid long en population générale adulte en France métropolitaine : rapport et article Abattoirs et incidence locale de la Covid-19 dans les régions Bretagne et Pays de la Loire. Étude géographique.	Janv.-25 Juin-25 Déc.-25 Déc.-25 2025 2025 2025 2025 Mars-25

Objectif 2. Réviser et renforcer les dispositifs de préparation et de réponse

Santé publique France assure la révision et le renforcement des dispositifs de préparation et de réponse lui permettant d'être constamment prêt à mobiliser les moyens et à adapter les stratégies de réponse à l'évolution des menaces. Un processus d'amélioration continue est mis en place, reposant sur l'analyse des retours d'expérience (Retex) et la conduite d'exercices de crise. Cette approche itérative vise à optimiser en permanence la capacité à maintenir un niveau élevé de préparation et de réponse.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Améliorer la réponse de Santé publique France aux situations sanitaires exceptionnelles (SSE) notamment en situation post-accident ou post aléa environnemental	Production d'outils pouvant être mobilisés suite à un accident technologique ou un aléa environnemental (ex. : listes d'effets sanitaires/indicateurs pertinents à collecter et procédures d'extraction associées ; questionnaires destinés à la population touchée, aux médecins généralistes, version actualisée du guide « surveillance biologique suite à un accident technologique », etc.)	2025
Dispositif de biosurveillance en cas d'accident technologique	Système de biosurveillance post-accident : article	Janv.-25
Produire quotidiennement des indicateurs en réponse à une situation d'alerte et/ou crise	Bulletins quotidiens et hebdomadaires de surveillance de la morbidité et de la mortalité, tableaux de bord et bulletins de surveillance SurSaUD® en cas d'événement exceptionnel	En cas de besoin

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Établissement pharmaceutique	Gestion des stocks stratégiques (acquisition, stockage, distribution) Participation aux travaux de révision de la doctrine de constitution des stocks stratégiques, en lien avec le ministère Préparation au déploiement d'un outil ERP (<i>Enterprise Resource Planning</i>) pour l'établissement pharmaceutique	Courant 2025
Réserve sanitaire	Participation aux travaux de rénovation du cadre d'emploi de la réserve sanitaire, en lien avec le ministère Finaliser le SI de la réserve sanitaire Dispositif de formation des réservistes sanitaires	Courant 2025

Objectif 3. Renforcer l'expertise et les capacités d'aide à la décision

En 2025, l'agence poursuivra son action pour renforcer son expertise et sa capacité d'aide à la décision, visant à offrir aux décideurs une expertise fiable pour éclairer leurs choix en matière de santé publique. Cette initiative s'inscrit dans une perspective de réponse adaptée au contexte local, et de prise en compte des spécificités territoriales dans la réponse à apporter aux événements sanitaires. Ce renforcement se concrétisera notamment par la structuration d'un réseau de modélisation visant à favoriser l'apport des travaux de modélisation mathématique à la décision publique en santé.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Renforcement de l'expertise et de l'appui à la décision	Participation de Santé publique France aux comités stratégiques et techniques du centre de crises sanitaires de la DGS Contributions régulières au HCSP (CSMIMe, CS3SP), HAS (Commission technique des vaccinations), Anses (plusieurs groupes de travail) et Covars	2025
Structuration de capacités de modélisation visant à favoriser l'apport des travaux de modélisation mathématique à la décision publique en santé	Signature de conventions pour mises à disposition de chercheurs	2025

Objectif 4. Structurer les actions de l'agence dans la préparation des « grands événements »

Les « grands événements », bien que de natures diverses, sont souvent récurrents et présentent généralement des problématiques similaires. Dans cette perspective, l'agence a établi un cadre méthodologique de référence pour orienter ses actions. Cette démarche lui a permis de contribuer à la préparation opérationnelle, au déroulement et aux retours d'expérience organisés à l'issue des Jeux olympiques et paralympiques 2024. L'expérience tirée de cet événement majeur permettra de proposer un guide de préparation de l'Agence aux grands événements.

Numérique en santé publique

L'agence souhaite renforcer son efficience et son impact en santé publique en tirant parti des possibilités offertes par le numérique : utilisation des technologies pour l'acquisition, le traitement, l'analyse et la restitution des données, utilisation d'applications informatiques permettant la transmission d'informations au grand public et aux décideurs. Quelques-unes de ces applications numériques en prévention et promotion de la santé sont présentées dans la Fiche Enjeu « Stratégie de prévention, marketing social, populations ».

Pour assurer la production d'indicateurs utiles à l'expertise et à l'aide à la décision publique, Santé publique France contribue au **déploiement d'évolutions de systèmes d'information nationaux** avec notamment la participation à la dématérialisation des déclarations obligatoires et à la remontée des résultats de tests biologiques.

La technologie numérique intègre également des approches innovantes dans le traitement, l'analyse, la restitution et la visualisation des données et offre des capacités de modélisation utiles à la prise de décision. Les collaborations avec des partenaires tels que le GD4H (*Green Data for Health*), rattachés au ministère chargé de l'environnement ou le *Health Data Hub* seront en ce sens mises à profit pour réfléchir collectivement à l'application des méthodes d'intelligence artificielle pour générer des hypothèses sur les liens entre environnement et santé, par exemple, et alimenter les travaux d'analyses prédictives en vue de l'aide à la décision. Au-delà du lien santé-environnement, l'agence s'attachera aussi à apprêter les données de santé aux données sociales par l'utilisation de l'EDP-Santé (appariement des données socio-économiques de l'échantillon démographique permanent au Système national des données de santé : SNDS).

L'agence agit également pour **améliorer la surveillance épidémiologique en temps proche du réel** à l'hôpital grâce au projet Orchidée (subvention EU4HEALTH) qui débute le 1^{er} octobre 2024 et commencera à produire ses premiers indicateurs épidémiologiques en 2025, notamment pour la surveillance des infections respiratoires aiguës.

Enfin, dans un contexte d'augmentation des épidémies et des émergences, la population souhaite pouvoir disposer d'informations fiables, claires et transparentes pour mieux comprendre l'ampleur des événements sanitaires (comme les épidémies de virus Mpox, les épisodes de canicule, l'augmentation des cas d'arboviroses en France, et les *clusters* (agrégats spatiaux-temporels) de maladies non transmissibles), leur impact sur la santé, et accéder à des offres de prévention basées sur les données et connaissances les plus récentes. Pour l'agence et la santé publique, il est essentiel de garantir cette compréhension afin d'obtenir l'adhésion du public aux mesures mises en place. **La mise en open data** constitue donc un levier majeur de l'action de l'agence dans le domaine du numérique. Ainsi, l'agence va déployer en 2025 une nouvelle plateforme d'open data, afin d'assurer, à travers des restitutions plus variées et un accompagnement renforcé, une meilleure appropriation par le grand public des indicateurs qu'elle produit.

L'agence s'engage par ailleurs sur l'intérêt et le cadre possible du recours à l'intelligence artificielle (identification de cas d'usage en 2024 et application en 2025).

Ces approches favorisées par l'essor des technologies numériques constituent donc des leviers d'innovation majeurs que l'agence doit saisir afin d'améliorer son action. Par ailleurs, l'atteinte de ces objectifs implique une collaboration étroite entre les différents acteurs, producteurs de données, décideurs, professionnels de santé, élus, monde associatif, citoyens, au niveau national comme international.

Objectif 1. Déploiement stratégique en France de nouveaux systèmes d'information pour améliorer la surveillance épidémiologique

Santé publique France œuvre pour la mise en place en France de systèmes d'information permettant de recueillir en temps réel des données de services hospitaliers (notamment de réanimation), de données biologiques (laboratoires publics et privés), de données d'établissements et de services médico-sociaux et de données de médecine générale. Le lancement du Réseau de centres hospitaliers impliqués dans la surveillance épidémiologique et la réponse aux émergences (Orchidée), avec la production des premiers indicateurs épidémiologiques, contribuera notamment à répondre à cet objectif.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Accompagner la mise en place de nouveaux systèmes d'information nationaux (en lien avec la DGS)	Participation à la dématérialisation des déclarations obligatoires	2025
	Contribution à la refonte du Système d'information sanitaire des alertes et des crises (Sisac)	
	Soutenir la remontée des résultats de tests biologiques par l'extension de Sidep aux tests grippe et VRS, projet Laboé-SI	
	Refonte de l'application du Système d'alerte canicule santé (Sacs) – Premiers modules	2025
	Refonte de l'application Sursaud	Déc.-25
Organiser un réseau de centres hospitaliers impliqués dans la surveillance épidémiologique et la réponse aux émergences (Orchidée)	Premiers indicateurs épidémiologiques issus d'Orchidée sur les infections respiratoires aiguës	Déc.-25
Développer et implémenter des méthodes et outils innovants	Application de restitution des indicateurs sur les causes médicales de décès	Déc.-25
	Actualisation des programmes de classification automatique des causes de décès	Déc.-25
Développer et maintenir les applications informatiques	SI commun aux cellules ultra-marines pour la surveillance épidémiologique (Projet Sisum) - Article	Mars-25
	Évolution du SI PreVIAS	Déc.-25
Développer et maintenir des outils et processus pour produire quotidiennement des indicateurs en réponse à une situation d'alerte et/ou crise	Tableau de bord hebdomadaire de l'activité aux urgences pour la DGOS	2025

Objectif 2. Améliorer la collecte des données, leur analyse pour un grand nombre de systèmes de surveillance, enquêtes, bases médico-administratives afin d'améliorer la qualité, la précision et la réactivité de nos productions

Pour répondre à cet objectif stratégique, l'agence poursuivra ses efforts sur la dématérialisation des systèmes de surveillance, visant à améliorer l'efficacité, l'acceptabilité, la réactivité et la robustesse des résultats produits. Parallèlement, des initiatives innovantes seront déployées dans le domaine des méthodes et outils (algorithmes, data visualisation).

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Développer et implémenter des méthodes et outils innovants	Estimation d'incidence infradépartementale à partir du SNDS : production d'indicateurs Traitement automatique des langues : production d'indicateurs	2025
Assurer le soutien et les développements en géomatique	Document de référence sur les bonnes pratiques de géocodage et de descente aux échelles fines	Juin-25
	Mise en place d'une base de données géographiques (administration et mise à jour des référentiels géographiques utilisés dans l'agence)	Déc.-25

Objectif 3. Améliorer la communication envers les citoyens (ouverture des données, applications mobiles)

Dans le cadre de sa stratégie d'ouverture et de dialogue avec la Société, l'ambition de l'agence est de développer une stratégie d'ouverture des données en s'appuyant sur une compréhension approfondie des besoins de la population et de la communauté scientifique. Pour cela, elle priorisera l'identification des attentes et besoins d'information de la population, notamment par le biais de consultations citoyennes. De plus, elle s'efforcera de déterminer les canaux de communication les plus adaptés à chaque segment de la population cible pour rendre les informations plus pertinentes et efficaces.

Cela se concrétisera notamment par le lancement, début 2025, d'un nouvel outil de restitution des indicateurs produits par l'agence, destiné à remplacer la plateforme Géodes.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Ouvrir les indicateurs et scripts produits par Santé publique France (Open data)	Nouvel outil de restitution des indicateurs produits par l'agence	Mars-25
Développement d'outils SIG pour la surveillance des foyers épidémiques de dengue et autres arboviroses en Guyane	Outils automatisés pour la détection des foyers épidémiques de dengue en Guyane	Sept.-25

Fiche Enjeu

Santé environnement, changement climatique et environnement de travail

Les changements globaux actuels et futurs, qu'ils soient climatiques, environnementaux ou sociaux, exigent une anticipation de leurs effets sur la santé dans un objectif d'atténuation de leurs impacts et d'adaptation de la population aux nouveaux risques. Au-delà des effets du changement climatique, l'exposition aux substances chimiques est l'un des principaux facteurs de risque de décès liés à l'environnement.

Pour répondre à ces défis, Santé publique France évalue et quantifie les expositions aux facteurs de risque environnementaux et professionnels, afin d'estimer leur fardeau pour la santé publique, proposer des interventions visant à réduire les impacts sanitaires, promouvoir des environnements favorables à la santé selon le principe « Une seule santé » et évaluer l'effet des actions entreprises pour atteindre ces objectifs. Ancrée dans les territoires, l'agence adapte ces objectifs au plus près des populations exposées, notamment dans les territoires d'outre-mer, particulièrement vulnérables aux risques environnementaux et aux changements climatiques.

En 2025, Santé publique France poursuivra la **caractérisation des expositions aux substances chimiques et leurs impacts sanitaires** grâce à ses grandes enquêtes et programmes, tant pour la population générale (Albane, PestiRiv, Kannari...) que pour les professionnels (Matgéné, Matphyto...). Elle complétera son étude des impacts sanitaires des zones industrielles en évaluant la faisabilité d'une surveillance épidémiologique des populations riveraines. Elle poursuivra également ses travaux sur les changements climatiques et le développement d'approches fondées sur le concept d'une seule santé.

Les actions visant à garantir l'efficacité et la pertinence de ses **dispositifs de surveillance, d'observation et de prévention des risques environnementaux et professionnels seront consolidées**, notamment par la mise en place d'une nouvelle stratégie de surveillance des mésothéliomes.

Enfin, en s'appuyant sur les connaissances acquises, internes ou externes, Santé publique France développera une **stratégie d'influence et de plaidoyer** pour la réalisation d'environnements favorables à la santé aux différents niveaux territoriaux de décision et d'intervention et en se plaçant à l'interface d'alliances plurisectorielles, territoriales, nationales et internationales, via notamment le réseau national de santé publique ou ses collaborations avec l'OMS ou IANPHI. En 2025 l'Agence poursuivra notamment la construction du Plaidoyer sur l'adaptation à la chaleur dans le cadre du changement climatique impliquant plusieurs partenaires (Ademe, EHESP, CNFPT, CSTB) et organismes représentant de divers acteurs (élus, architectes, urbanistes, ingénieurs, promoteurs immobiliers...).

L'action de Santé publique France contribuera à la réalisation des objectifs du PNSE4 et du PST4 ainsi que d'autres plans sectoriels ou thématiques comme le Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC), le plan chlordécone ou les plans régionaux santé environnement.

Pour accomplir ses missions, l'agence s'appuiera sur les liens étroits qu'elle entretient avec les principaux producteurs de données environnementales à l'échelle nationale (Anses, Ineris, Météo France...) ou à l'échelle territoriale (associations agréées de mesure de la qualité de l'air, ORS), le *health data hub* ou l'agence de biomédecine, ainsi qu'en participant à la gouvernance du GD4H. Elle renforcera ses relations avec les principaux acteurs de l'environnement ou de la santé au travail au niveau national (Ademe, INRS, Direction des risques professionnels de la Cnam, MSA). À l'international, Santé publique France s'appuiera sur ses collaborations étroites avec le bureau régional Europe de l'OMS et coordonne certains travaux sur le changement climatique et la santé au sein de IANPHI.

Objectif 1. Caractériser les expositions et les impacts sanitaires pour contribuer aux stratégies de prévention à l'échelle européenne, nationale ou locale

Santé publique France poursuivra en 2025 son action sur la connaissance et la compréhension des expositions environnementales et professionnelles, et de leurs conséquences sur la santé.

L'agence publiera une **étude quantitative sur l'impact sanitaire** du bruit des transports sur la population française et poursuivra ses **études locales sur l'état de santé des populations** vivant autour des bassins industriels et des **sites et sols pollués**. Concernant l'**effet de la chaleur sur la santé**, elle publiera une étude temporelle examinant le lien entre la température et la morbidité, ainsi que le calcul des excès de morbidité liés à la chaleur.

Au niveau européen, l'agence continuera à coordonner le module de travail du projet **PARC** (*Partnership for the Assessment of Risk from Chemicals*) centré sur l'amélioration des méthodes d'évaluation des expositions environnementales et humaines (*Work Package 4*), en partenariat avec l'agence allemande de l'environnement en vue de sa soumission auprès de la Commission européenne. Santé publique France poursuivra par ailleurs l'animation du réseau national français de PARC constitué d'une centaine de partenaires, regroupant les représentants d'administrations centrales, les équipes scientifiques et les parties prenantes intéressées à PARC.

En matière d'évaluation des expositions aux substances chimiques, l'agence lancera le premier cycle d'**Albane, enquête en population générale**, en collaboration avec l'Anses. Au-delà de la biosurveillance et de l'étude des liens entre imprégnation et effets sur la santé, cette étude transversale visera également à estimer la consommation alimentaire des Français et à mesurer leur corpulence, certains marqueurs biologiques du statut nutritionnel, les attitudes et comportements, les comportements sédentaires et le niveau d'activité physique. Certaines maladies chroniques ou facteurs de risque (diabète, allergies, maladies respiratoires, hypertension artérielle, hypercholestérolémie...) seront également étudiés, en lien avec les travaux poursuivis dans le cadre de l'enjeu « Fardeau des maladies ».

L'agence finalisera en 2025 l'**enquête PestiRiv** qui caractérisera l'exposition des riverains de la viticulture (collaboration Anses) et restituera les premières données recueillies dans le cadre de l'enquête **Kannari 2** qui vise à mieux caractériser les expositions à des substances comme les métaux lourds ou la chlordécone aux Antilles (collaboration ORS).

Par ailleurs, Santé publique France est responsable d'une action du PNSE4 sur l'estimation du fardeau environnemental des maladies, action inscrite et réalisée au titre de l'enjeu « Fardeau des maladies ». Un rapport sera produit au premier trimestre 2025 concernant la faisabilité d'une telle estimation.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Évaluations quantitatives de l'impact sanitaire (EQIS) lié aux expositions	Appui à la réalisation d'une EQIS d'intervention du plan de mobilité de l'agglomération lyonnaise : article	Oct.-25
	Bruit dans l'environnement et santé: EQIS Bruit des transports : rapport	Mars-25
	EQIS sur la pollution de l'air dans et autour des établissements scolaires : rapport sur la déclinaison au niveau local pour les villes de Paris et Lyon	Mars-25
	Mise à jour Guide EQIS pollution atmosphérique (programme de surveillance air et santé ou PSAS)	Déc.-25
Études locales de l'état de santé de la population autour des bassins industriels et sites et sols pollués	Bassins industriels : Rapport sur la faisabilité d'une surveillance épidémiologique des populations riveraines, le cas échéant protocole	Juin-25
	Étude écologique de morbidité autour du bassin industriel de Lacq (64) : rapport	Janv.25
	Étude multicentrique de type écologique entre proximité d'un grand bassin et indicateur de santé : rapport	Mars-25
Programme national de biosurveillance	Version actualisée du guide « Utilisation des biomarqueurs dans les situations de pollution locale »	Sept.-25

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Étude du lien entre température et santé	Étude sur le lien température morbidité : rapport Calcul des excès de morbidité en lien avec la chaleur : rapport	Août-25 Déc.-25
Étude de l'impact médico-psychologique sur les populations sinistrées des inondations dans les Hauts-de-France (nov. 2023-fév. 2024)	Rapport d'étude	Mars-25
Rôle de l'exposition environnementale et professionnelle aux pesticides dans la survenue de myélome multiple (MM) et autres lymphomes non hodgkiniens (LNH). Etude cas-témoins en Guadeloupe et Martinique	Rapport final	Août-25
Observatoire Revela13 dans les Bouches-du-Rhône	Étude écologique sur l'impact de la pollution de l'air sur les 3 cancers ciblés	Mars-25
Qualité des environnements intérieurs et santé	Volet « santé/perception » de la campagne nationale logement 2 : rapport	Juin-25
PARC : projet européen sur l'évaluation des expositions et des risques liés aux substances chimiques	Poursuite des travaux : coordination du WP4, animation du Hub français et participation scientifique aux projets du WP4	2025
Dispositif Santé Post Incendie 76 (SPI76)	Suivi à court et moyen terme des travailleurs : rapport	Juin-25
	Plaquette résultats santé respiratoire	Juin-25
	Suivi à cinq ans : rapport	Déc-25
Enquêtes en population générale		
Enquête sur la santé, la biosurveillance, l'alimentation et la nutrition (Albane)	Lancement du terrain du cycle 1 de l'enquête	Mai-25
Mesurer l'imprégnation des populations martiniquaise et guadeloupéenne par la chlordécone et par d'autres polluants environnementaux d'intérêt. (Kannari)	Restitution des résultats biologiques	Oct.-25
Étude d'exposition aux pesticides des riverains vivant près de cultures viticoles (PestiRiv)	Envoi des résultats aux tutelles, aux participants et parties prenantes, publication des résultats de l'étude (rapports, articles, mise en ligne dans Géodes et avis commun Anses/Santé publique France)	Juin-25

Dans le domaine de la santé au travail, Santé publique France œuvre activement à l'acquisition de données relatives à l'exposition professionnelle en France, à travers les programmes Matgéné et Matphyto. Dans ce cadre, l'agence poursuivra en 2025 ses travaux sur l'exposition aux poussières de bois et s'intéressera particulièrement aux expositions professionnelles des travailleurs du BTP (Construction/Bâtiment et travaux publics). Elle organisera une journée pour les 20 ans du programme Matgéné.

Par ailleurs, l'agence poursuivra ses travaux pour la promotion de la surveillance épidémiologique en milieu du travail en lien notamment avec l'INRS

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Promotion de la surveillance épidémiologique en milieu du travail	Publication avec l'INRS du guide technique actualisé sur la production d'indicateurs épidémiologiques à l'échelle d'une entreprise	Mars-25
	Article sur l'état de santé dans des secteurs d'activité spécifiques en 2023	Nov.-25

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Indicateurs d'exposition dans la population générale des travailleurs à partir de matrices emplois-expositions (MEE) - Matgéné	Organisation d'une journée évènement : 20 ans de Matgéné Expositions professionnelles aux poussières de bois : Guide d'accompagnement de la matrice Poussières de bois Expositions professionnelles des travailleurs du BTP : Note aux décideurs et articles (BEH et international)	2025

Objectif 2. Renforcer et moderniser les dispositifs de surveillance, d'observation et de prévention des risques liés à l'environnement général et/ou professionnel

Santé publique France a développé plusieurs dispositifs de surveillance des pathologies liées à l'environnement général et professionnel. Ces dispositifs servent à produire les indicateurs utiles à la prévention des populations générales et professionnelles et, au-delà, contribueront à l'estimation des fardeaux environnementaux et professionnels des maladies (Enjeu « Fardeau des maladies »). À ce titre, l'agence poursuivra notamment le développement de différents dispositifs sur l'estimation de l'impact sanitaire des expositions à des perturbateurs endocriniens ou au plomb. Elle renforcera par ailleurs son dispositif de prévention des risques liés à la chaleur.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Déclinaison et mise en œuvre de la stratégie de surveillance des effets et des impacts sanitaires des perturbateurs endocriniens (PE)	Résultats de l'étude de cas Plomb-QI (cas d'étude PARC, collaboration Anses) : article	Juin-25
	Surveillance du cancer des testicules en lien avec les PE : rapport	Juin-25
Saturnisme	Mise en place d'un dépistage du saturnisme infantile à La Réunion : rapport final	Août 2025
	Lancement des échanges avec les USA sur la pratique du dépistage capillaire	2025
Prévention des risques sanitaires liés à la canicule et aux fortes chaleurs	Plan de diffusion du dispositif de prévention et d'adaptation aux fortes chaleurs	Juin-25
	Freins et leviers à l'adoption des patients admis aux urgences : article	Déc.-25
	« Vivre avec la chaleur » : production de nouveaux contenus pour le site et rediffusion de la campagne	2025

Dans le domaine de la santé au travail, Santé publique France renforcera en 2025 son dispositif de surveillance des maladies à caractère professionnel (MCP), continuera la surveillance de l'incidence des cancers en lien avec l'activité professionnelle (Sicapro) et appliquera sa nouvelle stratégie de surveillance du mésothéliome.

L'agence publiera ses travaux sur l'état de santé des travailleurs salariés à partir des données de la cohorte Constances et poursuivra la surveillance notamment des troubles musculo-squelettiques en s'appuyant sur les résultats des cohortes Constance et Coset. Sur les accidents routiers professionnels, elle contribuera comme chaque année à la publication de l'essentiel du risque routier professionnel dont la coordination est assurée par la Direction générale du travail.

Enfin, l'ensemble des travaux menés sur le champ de la santé au travail seront intégrés aux réflexions de la commission instituée par l'article L. 176-1 du code de la Sécurité sociale et visant à estimer le montant que la branche accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) doit reverser au profit de la branche maladie, maternité, invalidité et décès du régime général, pour tenir compte des dépenses supportées par cette dernière au titre des accidents et maladies professionnelles non pris en charge par la branche.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Programme de surveillance des maladies à caractère professionnel (MCP)	Mise à jour rapport données nationales 2019-2023	Mars-25
	Mise en ligne des indicateurs annuels nationaux et régionaux dans le dossier thématique MCP et dans Géodes	Déc.-25
	Synthèse sur les MCP dans le secteur du nettoyage et de l'entretien : rapport	Déc.-25
Surveillance des mésothéliomes	Mise à jour des indicateurs du Programme national de surveillance du mésothéliome (PNSM 1998-2023)°	Oct.-25
Cosest : Cohortes pour la surveillance épidémiologique au lien avec le travail	Santé cardiovasculaire chez les travailleurs du monde agricole et indépendants : article	Avril-25
	Résultats exploitation Sapis T1-T2-T3 : article	Janv.-25
	Maladies respiratoires chroniques en lien avec le travail : rapport	Déc.-25
	État de santé des travailleurs salariés à partir des données de la cohorte Constances : rapport	Déc.-25
Surveillance des troubles musculo-squelettiques (TMS) et des déterminants en lien avec l'environnement et le travail pour orienter la prévention	Recours aux soins pour syndrome du canal carpien (Baromètre 2020 et 2021) : synthèse descriptive	Déc-25
	Prévalences des TMS (symptômes) et des facteurs de risque professionnels de TMS dans Constances, Cosest-MSA et Cosest-Indépendants : rapport	Déc.-25
Surveillance des accidents routiers professionnels à partir de l'analyse centralisée des Accidents du Travail et des Maladies Professionnelles (AT-MP)	Tableau de bord et publication "L'essentiel du risque routier professionnel - année 2023"	Avril-25

Objectif 3. Développer les stratégies d'influence et de plaidoyer pour promouvoir les aménagements favorables à la santé

Au niveau national et en s'inspirant de démarches déployées à l'international, l'agence développe une stratégie de plaidoyer visant notamment les thèmes santé-environnement-travail. Au travers d'une méthode reproductible, déclinée en 4 étapes, il s'agit de « persuader des personnes ou des instances investies de certains pouvoirs d'apporter leur soutien à des changements touchant la santé des populations ». Le premier thème investigué est l'adaptation à la chaleur dans le cadre du changement climatique.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Développement de plaidoyers en santé-environnement et santé-travail : méthodologie	Démarche méthodologique : article	Déc 25
Plaidoyer : Adaptation à la chaleur dans le cadre du changement climatique	Suite de la journée du 20 juin 2024 : définition d'outils et de partenariats avec les cibles du plaidoyer chaleur/santé pour permettre une meilleure formation/sensibilisation des acteurs des champs de la construction, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire	2025
Plaidoyer à l'échelle internationale en santé environnement	Présidence du comité de IANPHI sur le changement climatique et la santé	2025

Fiche Enjeu

Fardeau des maladies et de leurs déterminants, efficacité des interventions et retour sur investissement de la prévention

L'activité de l'agence corrélée à cet enjeu s'attache, sur plusieurs années, à définir, développer et mettre régulièrement à disposition des décideurs et des parties prenantes une **offre d'indicateurs de santé** robustes et actualisés, en favorisant une approche transversale, dans le but d'éclairer efficacement les politiques publiques.

Parmi ces indicateurs, les trois indicateurs du « **fardeau de la maladie** » (*burden of disease*, BoD) sont appelés à prendre une place croissante. Ils couvrent les deux aspects du fardeau des maladies : la mortalité d'une part (années de vie perdues dues à la mortalité prématuée ou *Years of life lost* - YLL), et la morbidité et la qualité de vie d'autre part (Années de vie en bonne santé perdues ou *Years lived with disability* – YLD). L'addition de ces deux indicateurs permet d'avoir une vision synthétique du fardeau de la maladie (*Disability-adjusted Life Year* - DALYs). Concernant ces trois indicateurs, plusieurs actions seront entreprises ou poursuivies en 2025. Ainsi, **le partenariat international avec l'Institute for Health Metrics and Évaluation (IHME)** concrétisé en 2024, produira ses premiers indicateurs du fardeau, avec en priorité des estimations de YLL, puis des estimations de YLD sur cinq pathologies priorisées. Les travaux seront poursuivis avec, entre autres, **l'animation au niveau national d'un comité des producteurs des données**. Disposer des données nécessaires est en effet crucial pour produire à terme, de manière régulière et automatisée, une offre d'indicateurs du fardeau et des fractions attribuables sur un nombre important de pathologies et de facteurs de risque (métaboliques, comportementaux, environnementaux et socio-économiques), au niveau national et territorial.

Ainsi, plusieurs **grandes enquêtes** en population générale seront lancées, notamment pour mieux caractériser les facteurs de risque de pathologies : l'enquête « CE1-CE2 » de surveillance de la corpulence des enfants de 7 à 9 ans et, avec l'Anses, le cycle 1 de l'enquête nationale Albane avec ses volets nutrition (corpulence, alimentation, activité physique et sédentarité), surveillance des malades chroniques et de leurs facteurs de risque et biosurveillance (Enjeu « Santé environnement »). L'agence poursuivra également la valorisation des résultats de l'Enquête nationale périnatale (ENP-2021), ENP-DROMs, Épifane-2021 (Épidémiologie en France de l'alimentation et de l'état nutritionnel des enfants pendant leur première année de vie) et la préparation de l'ENP-2027.

La **modernisation des systèmes de surveillance** sera également une priorité pour l'agence, en particulier concernant le dispositif de surveillance des traumatismes, actuellement centré sur les accidents de la vie courante. Des travaux en cours se poursuivront pour que, dès 2025, des algorithmes d'intelligence artificielle soient utilisés afin de générer les indicateurs de surveillance à partir des textes libres des comptes rendus médicaux stockés dans les entrepôts de données de santé. Par ailleurs, un nouveau flux d'information nécessaire à l'évaluation des dépistages organisés des cancers (sein, colorectal et col de l'utérus) dans le cadre de leur nouvelle organisation sera mis en place en 2025.

Afin de **mesurer et réduire les inégalités territoriales**, et pour éclairer au mieux les politiques locales de santé, l'ensemble de l'offre d'indicateurs de l'agence, dont ceux du fardeau, a vocation à terme à être déclinée au **niveau régional, voire infrarégional**, lorsque cela est possible et pertinent. L'agence prévoit ainsi en 2025 de mettre à disposition des indicateurs infrarégionaux sur les maladies cardio-vasculaires, plusieurs troubles de la santé mentale, et certaines maladies neurodégénératives. Le partenariat associant Francim, les Hospices civils de Lyon, l'Inca et l'agence

permettra également de mettre à disposition des indicateurs infranationaux sur les cancers pédiatriques.

Les indicateurs ont également vocation à donner des informations sur des populations spécifiques, comme les enfants, les femmes, ou les populations en situation de vulnérabilité, dans une **perspective de réduction des inégalités sociales** de santé.

En 2025 des travaux incluront particulièrement l'analyse de l'effet de ces déterminants socio-économiques par exemple pour le diabète ou la santé mentale des enfants (Enjeu « inégalités sociales et territoriales de santé »).

Afin de simplifier l'utilisation des indicateurs produits, l'agence renforcera la **disponibilité et l'accessibilité des données** pour le public le plus large possible

L'agence travaillera également à renforcer le **continuum entre la production des indicateurs et la réalisation d'actions de prévention** ou d'amélioration de la santé publique en interne ou en externe. Cela passe notamment par l'élaboration d'un **plaidoyer** pour diffuser les indicateurs produits, et les avis de l'agence (le cas échéant), à tous les niveaux opérationnels afin d'orienter, piloter et évaluer les politiques de santé publique.

Après avoir accueilli en 2024 les États membres participants, l'agence poursuivra en 2025 sa contribution à la *Joint Action* européenne Jacardi qui vise en particulier à conduire et évaluer sur quatre ans des projets pilotes dont l'objectif est de diminuer le poids des maladies cardiovasculaires et du diabète, L'agence pilote le *workpackage* « littératie en santé » (Enjeu « Inégalités sociales et territoriales de santé »), ainsi que plusieurs tâches et sept projets pilotes. Jacardi permettra à l'agence de **disposer de données d'évaluation** sur des actions visant à lutter contre le fardeau des maladies cardiovasculaires et du diabète.

En 2025, l'agence poursuivra l'exécution de sa feuille de route globale sur la **santé mentale**, intégrant l'ensemble de ses missions, de la surveillance à la prévention, en passant par la promotion de la santé et l'aide à distance. L'objectif est d'optimiser et d'amplifier la portée des actions de Santé publique France dans ce domaine.

Enfin, l'agence poursuivra ses travaux en matière de développement, de repérage et d'évaluation d'interventions efficaces. Ces travaux permettent d'alimenter le **registre d'interventions efficaces et prometteuses**, avec pour objectif de rendre facilement accessible aux décideurs et chefs de projet territoriaux un catalogue d'interventions déjà évaluées. Cela permet également de nourrir la stratégie **d'évaluation de l'impact médico-économique** des interventions spécifiques par le calcul du retour sur investissement des projets présents dans le registre.

Objectif 1. Produire et décliner à l'échelon territorial les indicateurs permettant de décrire le fardeau des maladies en France

Outre la production et la valorisation des indicateurs classiques en fonction des pathologies ou des facteurs de risque et déterminants, ou par population, l'agence poursuivra en 2025 son partenariat international avec l'IHME et produira et disséminera ses premiers indicateurs des années de vie perdues et des années de vie en bonne santé perdues, au niveau national et régional.

Fardeau en population générale

Thème	Livrables	Échéances
Années de vie en bonne santé perdues	Publication des premiers indicateurs produits dans le cadre du partenariat conclu avec l'IHME et portant dans un premier temps sur les indicateurs du fardeau relatifs à la mortalité (YLL) Création et animation au niveau national d'un comité des producteurs des données	2025
Enquêtes en population générale	Analyse du Baromètre 2024 et préparation de l'édition 2026 Enquête sur la santé, la biosurveillance, l'alimentation et la nutrition (Albane) – lancement du cycle 1	2025 Mai-2025
Surveillance des cancers	Surveillance des cancers Contribution de l'agence au rapport 2025 d'avancement de la Stratégie décennale de lutte contre le cancer : synthèse de nos principales réalisations en 2024 BEH thématique Cancer Étude programme de travail partenarial (PTP-Santé publique France) : Incidence infradépartementale des cancers (Atlas) Publication d'une étude du programme de travail partenarial (PTP) Santé publique France - Hospices civils de Lyon - Inca - Francim : Tendances de l'incidence des cancers pédiatriques en France avec analyse géographique Publication de l'incidence observée dans les départements couverts par un registre des cancers Saisine DGS sur l'augmentation de l'incidence des glioblastomes confirmés histologiquement entre 1990 et 2018 : Rapport d'expertise comprenant une partie recommandations Surveillance du risque solaire : publication sur les passages aux urgences à la suite de coups de soleil à partir de Sursaud 2015-2020	Déc.-25 Janv.-25 2025 Déc.-25 Déc.-25 Déc.-25 Déc.-25 2025
	Surveillance du diabète Actualisation et mise à disposition des indicateurs de surveillance épidémiologique du diabète (Géodes, notes au décideur, articles) Projet européen Jacardi : actualisation et développement d'algorithme pour le repérage dans le SNDS	Fin 2025 2025
	Étude Entred 3 : publication d'articles sur : - Complications podologiques chez les patients diabétiques d'Entred - Alimentation – Activité physique des patients diabétiques d'Entred	Déc.-25
	Surveillance des maladies cardio-neuro-vasculaires (MCV) BEH sur les indicateurs nationaux de surveillance des MCV en France (puis publication des indicateurs infrarégionaux)	Mars-25
	Covid-19 et maladies cardio-neuro-vasculaires : articles et communication	Courant 2025
	Étude du fardeau des maladies non transmissibles attribuable à l'HTA en France	Mars 2025
	Évaluation de la connaissance par la population des chiffres de pression artérielle : article	Juin-25
	Projet européen Jacardi : Préparation et mise en œuvre d'actions de communication pour certaines populations dans les territoires (HTA etc).	2025
	Surveillance des maladies neurodégénératives Indicateurs de surveillance de la maladie d'Alzheimer et des démences apparentées y compris au niveau infranational	Déc.-25
	Indicateurs de surveillance de la maladie de Parkinson	2025
	Indicateurs de surveillance de la sclérose latérale amyotrophique	2025
Surveillance des maladies non transmissibles	Surveillance des maladies respiratoires chroniques Incidence de l'asthme et des comorbidités (cohorte Constance) : note au décideur Mise en ligne d'indicateurs hospitalisations/mortalité asthme/BPCO sur Géodes	Juin-25 Déc.-25
	Surveillance de la santé mentale Publication de données d'enquête et de surveillance : - Santé mentale en population adulte et adolescente (SNDS, Baromètres et Enclass) : articles, BEH - Étude sur le bien-être et la santé mentale des enfants scolarisés de la petite section de maternelle au CM2 (Enabee) : rapports, articles - Surveillance de la santé mentale des femmes en période périnatale (ENP-Epifane – SNDS) : articles, BEH, communication	Courant 2025
	Observation et prévention du suicide des agriculteurs en Occitanie (en collaboration avec ORSM) : rapport	Déc.-25
	Actualisation et mise à disposition d'indicateurs de santé mentale à partir des données du SNDS (troubles bipolaires, troubles du comportement alimentaire, troubles psychotiques et schizophréniques, suicides et TS) au niveau national et territorial	Courant 2025

Thème	Livrables	Échéances
Accidents de la vie courante (AcVC) et traumatismes	Publication de la surveillance de la mortalité par AcVC : BEH	Juin-25
	Accidents en lien avec les modes de déplacements actifs et apparentés (Baromètre 2021) : BEH	Mars-25
	AcVC pris en charge aux urgences à partir de l'enquête permanente sur les accidents de la vie courante (Epac) : séminaire, point épidémiologique, note au décideur	2025
	Surveillance des traumatismes crâniens légers : feuille de route et article	2025
	Travaux visant à faire bénéficier le dispositif de surveillance des accidents de la vie courante de l'implémentation d'un algorithme d'intelligence artificielle	2025
	Noyade : <ul style="list-style-type: none"> - Dispositif de surveillance des noyades 2024 : note au décideur - Analyse des données poolées de l'ensemble des enquêtes NOYADES : article 	2025
	Surveillance, études et expertise pour les maladies à prévention vaccinale	
Surveillance des maladies infectieuses	Recueil de couverture vaccinale (CV) à partir du certificat de santé du 24 ^e mois transmis au ministère et mis à jour sur Géodes et mise à jour de l'outil de recueil	Mars-Avril-25
	Valorisation des données d'enquête et de surveillance : <ul style="list-style-type: none"> - CV tuberculose enfants à risque (ENP) - CV femmes enceintes (grippe, Covid si pertinent, coqueluche, VRS) - CV grippe et Covid des professionnels et résidents des Ehpad et en ESMS - CV adultes zona - CV DTP adultes et adolescents - CV grippe et Covid 2024 (population et Ehpad) Mise à jour du site internet, de Géodes, BSP, articles	2025
	Surveillance de la diphtérie, des infections à entérovirus, et des infections invasives (II) à pneumocoque, méningocoque, streptocoque A, Hib (<i>Haemophilus influenzae</i> de type b) : rapports, articles et production des indicateurs pour Géodes	Juin-déc.-25
	HPV : Prévalence chez les femmes participant au dépistage du cancer du col de l'utérus en France et prévalence chez les hommes et les femmes et l'efficacité de la vaccination chez les femmes à partir des données PrevIST : article	Déc.-25
	Évaluation de la couverture vaccinale papillomavirus au niveau infradépartemental : article	Mars-25
	Bilans annuels rougeole, tuberculose	Déc.-25
	Surveillance du VIH et des IST bactériennes	
	Valorisation des données de surveillance des IST : <ul style="list-style-type: none"> - IST chez les personnes nées à l'étranger, facteurs associés au non-dépistage de la syphilis chez les femmes enceintes : articles - Mise à jour dossiers IST et Monkey pox (site internet) - résultats de l'enquête nationale de prévalence des infections sexuellement transmissibles (PrévlIST) : rapport et communication 	2025
	Enquête rétrospective 2023 PMSI syphilis congénitale	Juin-25
	Actualisation des indicateurs VIH et IST : BSP national et tableaux bord régionaux, BEH, Géodes, communications	Déc.-25
	BSP VIH et IST (Indicateurs de dépistage et de diagnostic des IST bactériennes)	Nov.-25
	Surveillance des hépatites B, C et Delta	
	Valorisation des données de surveillance : base de données 2024 de la DO hépatite B aiguë, BEH thématique, MEL indicateurs dans Géodes, communication	Juin-déc.25
Surveillance des facteurs de risques liés aux modes de vie	Surveillance des maladies infectieuses chez les usagers de drogues	
	Valorisation de l'enquête Coquelicot : articles, BEH, communications	Juin-déc.25
	Surveillance épidémiologique des donneurs de sang	
	Bilan de la surveillance épidémiologique des donneurs de sang : actualisation site internet, articles, communications	Juil.-oct.-25
Surveillance des facteurs de risques liés aux modes de vie	Analyse des données du Baromètre de Santé publique France 2024 relatives à l'alimentation et l'activité physique, dans le cadre de la préparation du 5 ^e programme national nutrition santé : note au décideur	2025
	Analyse des données relatives au temps passé devant un écran et à l'activité physique des enfants de 3-11 ans (données d'Enabee) : article	Fin 2025

Surveillance ciblée par population

Thème	Livrables	Échéances
Surveillance de la santé périnatale et de l'enfance	Enquête nationale périnatale (ENP), ENP-DROMs, Épifane : articles relatifs à l'alimentation (allaitement, respect des recommandations du PNNS) et au couchage des nourrissons, au recours aux soins en post-partum, aux violences faites aux femmes pendant la grossesse ou le post-partum et au lien mère-enfant.	2025
	Maltraitance intrafamiliale chez les enfants et les adolescents : Revue sur les systèmes de surveillance des maltraitances chez les enfants et les adolescents à l'étranger et état des lieux des données disponibles en France : article	Déc.-25
	Surveillance de la consommation de tabac, alcool et cannabis durant la grossesse : articles	2025
	Surveillance épidémiologique des troubles du spectre de l'autisme (TSA) et des troubles du spectre de l'alcoolisation fœtale (TSAF) : articles, bulletin, MEL indicateurs sur Géodes	Fév.-Mai-25
	Surveillance de la corpulence des enfants de 7 à 9 ans scolarisés en classe de CE1-CE2 : lancement de l'étude	2025
Population adulte (mi-vie > 45 ans) et personnes âgées (>65 ans)	Prévalences de la multimorbidité et de la fragilité et évaluation de la qualité de vie liée à la santé à partir de l'enquête Autonomie : article	Sept.-25
	Surveillance de la fragilité et des syndromes gériatriques au cours de l'avancée en âge : articles	2025
	Surveillance épidémiologique des chutes accidentelles chez les personnes âgées (Baromètre santé) : article	Déc.-2025

Objectif 2. Évaluer et promouvoir les interventions de prévention et de promotion de santé les plus efficaces et les plus efficientes

En 2025, l'agence poursuivra le développement du registre d'interventions efficaces et prometteuses afin de permettre aux professionnels de santé publique d'adopter des approches basées sur des preuves tangibles, et ainsi augmenter l'efficacité et l'équité des dispositifs locaux de prévention. Le comité d'évaluation des interventions poursuivra son analyse des projets déjà documentés dans la base, ainsi que ceux à venir, repérés dans la littérature scientifique ou soumis à évaluation par des porteurs de projets locaux.

Projets/Activités	Livrables	Échéance
Registre d'interventions efficaces ou prometteuses	Évaluation des nouveaux projets par le comité d'experts	En continu
Évaluations d'interventions	Évaluation de la campagne de vaccination contre HPV à l'école : bilan des campagnes d'octobre-novembre et de mai-juin	Avril-sept.25
	Publication des indicateurs de participation 2024 au programme de dépistage organisé du cancer colorectal (Mars Bleu) et du cancer du sein	Mars-avril-25
	Publication des indicateurs de suivi des personnes ayant participé au programme de dépistage organisé du cancer du sein 2021-2022	Avril-25
	Publication de la couverture du dépistage du cancer du col de l'utérus 2021-2023 (SNDS) et des indicateurs d'évaluation du programme Docu (centres régionaux de coordination des dépistages des cancers)	Juin-25
	Contribution à la réorganisation du dispositif de dépistage organisé des cancers (sein, colorectal et col de l'utérus) : mise en place d'un nouveau flux d'information et évaluation de l'impact de la rénovation de l'organisation	2025
	Estimation du nombre de cancers du sein attribuables aux radiations lors des mammographies de dépistage (projet IRSN) : note au décideur	Déc.-25
	Évaluation du déploiement des programmes de prévention suivants : <ul style="list-style-type: none"> programme de prévention des addictions chez les adolescents (Unplugged) : article programme d'amélioration des compétences psychosociales des enfants de primaire (GBG) : article 	2025

Objectif 3. Intégrer le calcul des gains de santé des actions de prévention et les réductions ou gains financiers générés par ces interventions (dépenses de santé ou dépenses sociétales)

L'impact des interventions de prévention et de promotion de la santé peut mettre parfois un certain temps avant de s'exprimer, il est donc nécessaire de modéliser sur le moyen et long terme ce qui pourrait se passer après les changements mesurés à court terme, à partir de scénarios. L'étude du retour sur investissement des interventions engagées est un élément crucial pour la mesure de l'efficacité et pour le plaidoyer en faveur d'une prévention efficace et fondée sur les preuves.

En 2025 l'étude du retour sur investissement de la campagne de marketing social alcool Repères « Ravages 2019 » sera réalisée.

Projets/Activités	Livrables	Échéances
Étude du retour sur investissement de la campagne alcool Ravages 2019-2022	Réalisation avec l'institut IQVIA (après étude de faisabilité menée en 2024) : Rapport puis article	Déc.-25

Fiche Enjeu

Stratégie de prévention, marketing social et approche par populations

Afin de faire évoluer les connaissances, attitudes et comportements, ainsi que les représentations sociales des populations, Santé publique France déploie des dispositifs de **marketing social** s'appuyant sur les sciences comportementales et **articulés avec une offre d'aide à distance en santé**. Le marketing social est complémentaire d'autres formes d'interventions de santé publique, parmi lesquelles celles visant au **développement des compétences psychosociales** (CPS) qui sont essentielles pour la prise de décision, la communication, la gestion des relations et des émotions, et contribuent ainsi à une meilleure santé. L'agence développe également de longue date des **sites web consacrés à la prévention et à la promotion de la santé**, qu'elle fait évoluer pour répondre aux attentes des utilisateurs et gagner en efficacité. Enfin, elle participe au financement d'un large réseau d'acteurs de terrain engagés dans des dispositifs de prévention au plus près des populations.

L'agence poursuivra également sa stratégie ambitieuse sur les facteurs de **risques majeurs en matière de fardeau** : tabac, alcool, nutrition/activité physique, santé mentale (troubles psychiques et conduites suicidaires), santé sexuelle.

Ainsi, dans le domaine des **conduites addictives**, l'agence continuera ses campagnes de marketing social telles que « mois sans tabac » et celles pour inciter et aider les consommateurs à diminuer leur consommation d'alcool (« c'est la base », Alcool Info Service et une nouvelle campagne grand public). Elle renforcera son dispositif d'aide à distance avec une évaluation de l'efficacité de sa nouvelle application d'aide à la diminution ou à l'arrêt du cannabis et assurer la refonte du site d'aide à distance Drogues-info-service.fr.

La promotion de la santé mentale est un enjeu majeur de santé publique. C'est pourquoi Santé publique France fait de la santé mentale de la population une priorité. L'agence mobilise l'ensemble de ses missions, de la connaissance à l'action : production d'indicateurs à partir des systèmes de surveillance continue et des enquêtes régulières (enjeu du « fardeau des maladies »), ainsi que développement d'outils de prévention pour la population, notamment à travers des campagnes de sensibilisation visant à encourager des comportements favorables à la santé mentale.

En matière de **santé sexuelle**, Santé publique France poursuivra le développement d'outils favorisant une entrée positive des jeunes dans la sexualité, l'adoption de comportements bénéfiques à la santé sexuelle, et la réduction des situations compromettant celle-ci (IST, grossesses non désirées, violences sexuelles, discriminations, etc.).

En 2025, la **nutrition et l'activité physique** (Enjeu « Fardeau des maladies ») demeureront une priorité pour l'agence, avec une campagne de communication concernant le nouveau Nutri-Score et la promotion des recommandations concernant la diversification alimentaire.

Par ailleurs, en 2025, l'agence s'intéressera particulièrement à la **santé des femmes** en établissant un état des connaissances sur les inégalités de genre et la santé des femmes en général et une revue de toutes les interventions prenant en compte ces sujets.

Cette approche globale devra se traduire, à l'échelon territorial, dans la **manière d'apporter un appui aux acteurs territoriaux**¹ dans le choix des actions probantes à implémenter dans leurs territoires (enjeu « Fardeau ») afin de développer des actions de proximité au plus près des publics,

¹ ARS, collectivités territoriales, communautés professionnelles territoriales de santé, etc.

et notamment d'aller plus efficacement au contact de populations vulnérables, contribuant de fait à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une perspective **d'universalisme proportionné** pour une prévention graduée selon les populations, afin de contribuer à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS). En 2025, Santé publique France poursuivra la prise en compte du gradient social dans les études, les interventions et les évaluations. Elle mènera des actions tournées vers les **populations vulnérables** et maintiendra ses efforts en matière d'accessibilité et de littératie (Enjeu « Inégalités sociales et territoriales de santé »). Elle s'assurera également, dans la mesure du possible, de l'adaptation des messages de prévention et promotion de la santé en **milieu de travail** et en direction des **demandeurs d'emploi**.

Cet enjeu est construit autour de 3 grandes cibles populationnelles déclinées en objectifs décrits ci-dessous.

Objectif 1. Permettre à tout individu de prendre un bon départ dans la vie

Donner à chaque enfant un bon départ dans l'existence est un déterminant majeur de santé dans une perspective de vie entière. C'est également un moyen efficace de réduire les inégalités en matière de santé, avec un retour sur investissement élevé. L'agence propose des interventions efficaces d'accompagnement des familles concernées par la petite enfance et vulnérables socio-économiquement. Cette stratégie, lancée depuis six ans au sein de l'agence, vise à sensibiliser le grand public, les futurs et jeunes parents et les professionnels de la petite enfance aux défis des premiers 1 000 jours de vie.

Projets	Livrables	Échéances
Campagnes de marketing social sur les 1 000 premiers jours	Préparation campagne grand public sur rôle de l'entourage pour soutenir les parents durant les 1 000 premiers jours	2025
	Mise en place et animation de réseaux sociaux 1 000 premiers jours	Jun-Déc.-25
Outils d'information sur les 1 000 premiers jours	Brochures accessibles à tous Rapport final d'évaluation du site 1 000-premiers-jours.fr	2025
Développer les compétences éducatives des professionnels et des parents en matière d'éducation nutritionnelle des enfants et adolescents	Évaluation de l'évolution dans le temps de la connaissance des nouvelles recommandations sur la diversification alimentaire ainsi que de la notoriété et du recours aux différents outils existants : rapport	Jun-25
	Conception et diffusion de supports d'information pour les femmes enceintes	Jun-25
	Campagne d'information grand public et professionnels sur la diversification alimentaire	Sept.-25
Soutenir l'allaitement maternel	Mises à jour/compléments de contenus allaitement site Agir pour bébé en collaboration avec le HCSP	Déc.-25
	Éléments de plaidoyer en faveur de l'allaitement	Jun-25
	Évolution des freins et leviers à l'allaitement entre 2009 et 2019 en France : article	Jun-25
Evane : Enquête nationale sur les déterminants du vécu et des pratiques parentales auprès de parents (pères et mères) d'enfants de 0 à 2 ans, 2024, France hexagonale	Rapport méthodologique de l'enquête Evane avec analyse en fonction des déterminants	Déc.-25

Objectif 2. Acquérir des compétences structurantes pour préparer l'entrée dans l'âge adulte

Afin de permettre à tous d'acquérir des compétences structurantes pour se préparer à l'âge adulte, l'agence déploie des interventions visant à développer les compétences psychosociales chez les jeunes. Dans une approche par déterminants, Santé publique France va notamment évaluer l'efficacité de sa nouvelle application d'aide à la diminution ou à l'arrêt du cannabis et assurer la refonte du site d'aide à distance Drogues-info-service.fr. Sur le plan de la santé sexuelle, l'agence s'appuiera sur le dispositif OnSEXprime qui a pour objectif de permettre une entrée positive dans la

sexualité et l'adoption, sur le long cours, de comportements favorables à la santé sexuelle des adolescents.

Projets	Livrables	Échéances
Déploiement des compétences psychosociales (CPS) chez les enfants, les jeunes et les adultes en position d'éducation (santé mentale, addictions, activité physique, santé sexuelle...)	Indicateurs de suivi du déploiement de la stratégie CPS.	Sept.-25
	Autoformation en ligne pour le développement de ses propres CPS : supports de formation	Déc.-25
Addictions		
Appli Cannabis : outil numérique d'aide à la diminution ou à l'arrêt de la consommation de cannabis	Évaluation d'efficacité de l'application	2025
Dispositif de prévention des consommations de drogues illicites et d'aide à la diminution des usages	Refonte du site d'aide à distance Drogues-info-service.fr	Déc.-25
Prévenir, limiter ou retarder l'entrée des jeunes dans les conduites addictives et réduire les risques associés.	Rediffusion de la campagne de réduction des risques « C'est la base », avec informations spécifiques aux partenaires relais	Sept.-25
	Rapport de post-test de la campagne 2024 « C'est la base »	Fév.-25
Nutrition et activité physique		
Favoriser la pratique d'activité physique et limiter la sédentarité des jeunes	Stratégie de déploiement Icaps : article et communication	Mars-25
	Définition du protocole d'évaluation du déploiement d'Icaps et mise en œuvre du 1 ^{er} volet	Juin-25
	Bilan de la 1 ^{re} diffusion du dispositif de marketing social (Volet Parents) : article	Juin-25
	Bilan de la 2 ^{re} diffusion du dispositif de marketing social (Volet Parents) : article	Déc.-25
Plaidoyer en faveur de mesures réglementaires pour l'encadrement du marketing des produits gras, sucrés, salés mené en direction des enfants et des adolescents	Étude sur l'exposition des enfants et adolescents aux communications commerciales sur Internet : rapport	Déc.-25
Promouvoir la santé au sein des clubs de sports - test pilote et test d'efficacité et des conditions d'efficacité (processus) de l'accompagnement	Développement d'un système de certification des clubs et fédérations sportives pour valoriser leurs activités de promotion de la santé : article	Déc.-25
	Modèle théorique et théorie d'intervention intégrant l'approche par système et les techniques de changement de comportements : article	Déc.-25
	Guide et outil de promotion de la santé pour les entraîneurs sportifs	Déc.-25
Santé sexuelle		
Dispositif de marketing social en santé sexuelle à destination des adolescents (OnSEXprime)	Brochure OnSEXprime-Lycée	Sept.-25
	Promotion du préservatif sur les réseaux sociaux	Oct.-25

Objectif 3. Avancer en âge en santé

Afin de permettre à chacun d'avancer en âge en santé, Santé publique France mène des actions de prévention/promotion dans de nombreux domaines.

L'agence contribuera à l'accompagnement de la mise en place des bilans de prévention aux âges clés qui ont été lancés par le ministère de la Santé et l'Assurance maladie en 2024. Il s'agit notamment de développer et diffuser des outils pour les populations en situation de vulnérabilité.

En 2025, l'agence renforcera également sa stratégie de prévention/promotion de la **santé mentale** par le lancement d'une campagne de promotion des comportements bénéfiques et la création d'un site web consacré à la santé mentale.

Afin d'améliorer la **qualité nutritionnelle** des consommations alimentaires et d'accompagner l'évolution de l'algorithme du Nutri-Score, l'agence rediffusera une campagne de communication.

Enfin, Santé publique France continuera la diffusion de son dispositif de prévention et d'adaptation aux fortes **chaleurs** et du site « Vivre avec la chaleur » pour faire face à l'augmentation des épisodes de canicule et de la persistance du défaut de perception du risque pour soi (Enjeu « Santé environnement »).

Projets	Livrables	Échéance
Accompagner la mise en place des bilans de prévention aux âges clés	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion des supports information multilingues et accessibles pour les personnes en situation de vulnérabilité (flyer, affiche, vidéo) et les professionnels de l'aller vers - Valorisation auprès des professionnels de santé des ressources produites par l'agence sur différents sujets de prévention - Actualisation des modules de formation en lien avec l'EHESP 	2025
Suivi et promotion de la vaccination	Volet vaccination du Baromètre santé	Juin-25
	Dispositif de promotion de la vaccination zona et pneumocoque pour les personnes de plus de 65 ans et ALD (RPVP, 5BR, partenariat doctolib...)	Déc.-25
	Ajout d'un module « vaccination voyageurs » et mise à jour globale du site Vaccination Info Service (VIS)	Déc.-25
	Enquête VacciCol : article	Déc.-25
Campagne d'information sur l'antibiorésistance pour le grand public et les professionnels de santé et de la petite enfance	Optimisation et rediffusion campagne pédagogique	Mars-25
	Animation d'antibiomalin (articles, vidéos)	2025
	Valorisation des données du baromètre santé 2021 et 2023 et des études KABP : articles, communications	2025
	Fiche infographie antibiorésistance pour les professionnels de santé 2025	Nov.-25
	Production et diffusion de la nouvelle campagne 2025	Nov.-25
Mise à disposition des professionnels du champ sanitaire et social et de l'éducation des versions imprimées des outils de prévention et promotion de la santé conçus par l'agence	Bilan 2024 chiffré de la diffusion des outils	Fév.-25
Santé des femmes	Rapport sur l'état des connaissances sur les inégalités de genre et la santé des femmes en général et revue de toutes les interventions prenant en compte ces problématiques	Juin-25
Conduites addictives		
Mise en œuvre des dispositifs d'aide à distance sur les addictions (AIS, DIS, EC, JIS)	Rapports d'activité 2024 (AIS, DIS, JIS)	Mars 2025
	Enquête sur les profils, les motifs d'appel et les trajectoires des appelants des dispositifs Adalis, ainsi que les réponses apportées : rapport d'étude	Déc-25
Mesurer la prévalence du tabagisme, étudier ses déterminants et les conséquences sanitaires du tabagisme	Poursuite de l'exploitation de l'enquête Tabac 2022 : dénormalisation, opinion sur les prix, raisons d'arrêter de fumer, recours envisagé à un professionnel de santé	Juin-25
	Valorisation des données des enquêtes Baromètre de Santé publique France 2021 et suivantes : Tabac et inégalités sociales (article), analyse portant sur les ex-fumeurs (BEH), estimation de la prévalence du tabagisme (note au décideur)	Juin-déc.-25
Plaidoyer en faveur des interventions probantes de politique publique de prévention du tabagisme	Évaluation médico-économique des politiques publiques antitabac réalisée par l'OCDE, incluant l'opération « Mois sans tabac » : articles scientifiques	Mars-25
Dispositif de marketing social visant à inciter et aider les fumeurs à arrêter de fumer	Campagne d'incitation à l'arrêt du tabac des fumeurs CSP-	Mars et mai-25
	Rapports d'évaluation de Mois sans tabac 2024	Mars-25
	Campagne 10 ^e édition de Mois sans tabac 2025	Déc.-25
	Dispositif Employeurs pour la santé : élargissement du dispositif aux autres thématiques avec développement d'une page sur le site institutionnel Santé publique France	Déc.-25
	Efficacité du 39 89 : comparaison pendant campagne/hors campagne sur la période 2018-2020	Déc.-25
Plaidoyer en faveur des interventions probantes de politique publique de prévention des consommations nocives d'alcool	Valorisation du symposium international Alcool du 3 décembre 2024 sur les repères de consommation à moindre risque et les déterminants commerciaux de la santé	Sept.-25

Projets	Livrables	Échéance
Dispositif de marketing social visant à inciter et aider les consommateurs à diminuer leur consommation d'alcool	Campagne de promotion du dispositif Alcool Info Service : 2 ^{de} diffusion	Mai-25
	Rapport d'évaluation de la première diffusion de la campagne de promotion du site AIS	Mars-25
	Diffusion d'une nouvelle campagne grand public alcool	Nov.-25
	Bilan du recours à l'alcoomètre partie auto-évaluation (monitoring régulier)	Déc.-25
Mesurer les niveaux de consommation d'alcool, étudier leurs déterminants et leurs conséquences sanitaires	Travaux d'estimation de la morbidité (hospitalisations) liée à l'alcool en France	Déc.-25
	Articles ou rapports à partir de l'enquête Baromètre 2021 : ISS et alcool (rapport, article), classification des consommateurs d'alcool à risque à partir du score de l'Audit-C (rapport, article), dépassement des repères de consommation d'alcool (rapport et note au décideur)	Juin-Déc-25
Mesurer les niveaux de consommation de drogues hors alcool et tabac, étudier leurs déterminants et leur impact en termes de morbidité et de mortalité	Étude de faisabilité d'une évaluation de la mortalité/morbidité liée à la consommation de cannabis	Déc.-25
Dispositif de marketing social relatif aux jeux d'argent et de hasard	Rediffusion d'une campagne de prévention sur les risques associés aux paris sportifs	Mai-25
Santé mentale		
Communication et marketing social pour la promotion de la santé mentale et la prévention des troubles psychiques	Site internet dédié à la santé mentale	Juin-25
	Contenus de campagne promotion des comportements bénéfiques	Juin-25
Enquête sur les représentations, besoins et pratiques du grand public en santé mentale	Publication des résultats de l'enquête	2025
Nutrition – Activité physique		
Améliorer la qualité nutritionnelle des consommations et de l'offre alimentaire à travers le déploiement du Nutri-Score	Optimisation et rediffusion d'une campagne de communication pour faire savoir que le Nutri-Score évolue	Fév.-25
	Publication documents de référence (FAQ, règlement d'usage, charte graphique)	Déc.-25
Améliorer les connaissances et renforcer les compétences de la population générale (adulte) en matière de nutrition	Évolution de mangerbouger.fr et de la Fabrique à menus	Déc.-25
	Élaboration des recommandations alimentaires pour les plus de 75 ans	Juin-25
Mesurer les connaissances des recommandations alimentaires d'activité physique et de sédentarité et les déterminants de ces connaissances	Analyse et valorisation des données du Baromètre santé 2024	Déc.-25
Réduire la sédentarité dans le milieu professionnel, en particulier dans le cadre du travail de bureau	Édition et diffusion d'un support de plaidoyer pour la réalisation d'actions pour réduire la sédentarité	Juil.-25
Santé sexuelle		
QuestionSexualité - Dispositif de marketing social en santé sexuelle auprès du grand public	Rediffusion de la campagne de la semaine de la santé sexuelle	Mai-25
	Étude de notoriété de QuestionSexualité	Juil.-25
	Rediffusion de la campagne sur la prévention diversifiée	Déc.-25
	Nouveaux Formats (podcast, vidéo, outils, infographies)	2025
Sexosafe - Dispositif de marketing social en santé sexuelle à destination des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes	Rediffusion de la campagne dépistage à destination des HSH	Mars-25
	Mise à jour Brochure « Sexe entre hommes »	Mai-25
Surveillance comportementale des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH)	Rapport de l'enquête Eras 2017-2023	Janv.-25
	Article sur la vaccination Mpox déclarée en avril 2023	Mars-25
	Volet comportemental étude MonVIP ANRS-MIE	Déc.-25
	Article : état des lieux des connaissances sur les HSH nés à l'étranger	Déc.-25

Fiche Enjeu

Inégalités sociales et territoriales de santé

En France, l'état de santé de la population est marqué par un paradoxe : un bon état de santé en moyenne, mais des inégalités sociales de santé importantes dès l'enfance et tout au long de la vie. La prise en compte de ces inégalités sociales dans les différents projets de l'agence se poursuit, en collaboration avec des chercheurs (ex : Inserm, Ined), grâce à des actions de sensibilisation aux méthodes d'épidémiologie sociale. Cela permet de documenter et d'analyser les inégalités sociales de santé, notamment pour mieux mettre en évidence les mécanismes d'action des déterminants sociaux sur l'état de santé de la population.

Ainsi, Santé publique France documente de façon de plus en plus complète les déterminants sociaux de santé dans ses grandes enquêtes nationales et commence la réflexion pour ses dispositifs de surveillance sanitaire. L'agence inscrit son action dans une perspective d'universalisme proportionné pour adapter les actions de prévention et de promotion de la santé selon le gradient social et les moduler au regard des populations concernées (ex. les campagnes de Mois sans tabac). Les initiatives portées s'inscrivent également dans une logique d'équité, comprise comme la chance d'atteindre un état de santé optimal sans être défavorisé par les conditions sociales, économiques, démographiques ou géographiques.

Au-delà de la documentation et de la compréhension de ces inégalités, l'enjeu vise également à mettre à disposition **les indicateurs et les leviers d'action auprès des acteurs de terrain, des décideurs** et de ses partenaires pour orienter leurs actions en faveur d'une plus grande équité en santé. Trois leviers sont identifiés :

- 1) **Évaluation de la médiation en santé**, visant à favoriser le recours aux services de santé (système de soins, mais également prévention) pour les personnes qui en sont éloignées et l'engagement communautaire (ce qui inclut une démarche participative). C'est un levier permettant d'agir sur les déterminants de santé et de développer le pouvoir d'agir des individus, mais aussi de lutter contre les causes structurelles d'un déficit de prévention.
- 2) **La mobilisation des connaissances** pour rassembler les savoirs expérientiels des acteurs de terrain et des décideurs et les connaissances des chercheurs afin de nourrir des plaidoyers et de produire collectivement des pistes d'action.
- 3) **La littératie en santé (LS)** pour mieux décrire les différences d'accès, de compréhension et d'appropriation de l'information et pour adapter les interventions, le cas échéant, aux compétences des populations cibles.

Cette stratégie ambitieuse sur un sujet aux interdépendances complexes inclut une politique volontariste d'ouverture et de transmission de nos données auprès des agences régionales de santé, des collectivités locales et d'autres acteurs intermédiaires (syndicats, associations...) au plus près des territoires et des populations.

Ce travail implique de s'appuyer sur des partenariats solides incluant le monde académique, la sphère décisionnelle, mais aussi et surtout les acteurs de terrain et les populations concernées. Il est essentiel de prendre en compte l'ensemble de ces parties prenantes afin d'identifier, suivre et évaluer de manière pertinente les retombées des actions entreprises.

Objectif 1. Mieux documenter les déterminants sociaux dans les études et les dispositifs de surveillance et mieux comprendre les mécanismes sous-jacents aux inégalités sociales de santé

Le rôle de l'agence est de produire une expertise et de documenter les enjeux pour appuyer le plaidoyer en santé publique, en vue de promouvoir des réponses intersectorielles visant des environnements plus équitables et favorables à la santé. La lutte contre les inégalités sociales de santé exige de dépasser le cadre du système de santé pour prendre en compte les déterminants sociaux et structurels qui sont à l'origine de ces inégalités. Il est essentiel d'examiner l'influence de la position sociale (environnement, logement, emploi, revenus, éducation, genre, origine) sur les comportements (consommation d'alcool, tabac, nutrition, santé sexuelle) ainsi que sur l'accès aux soins et à la prévention (vaccination, dépistage).

Pour répondre à ces enjeux, deux axes prioritaires de travail seront poursuivis en 2025.

Il s'agira tout d'abord **de mieux identifier et définir les indicateurs sociaux relatifs aux déterminants structurels de santé à intégrer en priorité dans les enquêtes de Santé publique France**. L'agence a notamment créé trois groupes de travail (GT) qui ont pour objectif d'effectuer un recensement et une définition des indicateurs utilisés dans les travaux de l'agence pour chacune de ces dimensions (logement, emploi, origine). En 2025, ces GT produiront une synthèse méthodologique dite « fiche synthèse/variable » des indicateurs afin qu'ils soient utilisés et analysés de façon pertinente dans les travaux de l'agence.

Quelques études, menées par Santé publique France ou co-construites avec des partenaires nationaux (DGS, Dgesco) ou locaux (ARS, ORS...), intègrent d'ores et déjà quelques caractéristiques socioéconomiques de façon individuelle. Mais la plupart du temps, faute de disposer de données sur les déterminants sociaux individuels, ce sont des indices composites écologiques de défavorisation sociale du quartier de résidence qui sont utilisés. Ces analyses écologiques permettent également de documenter les vulnérabilités territoriales à un niveau fin et de mieux caractériser l'état de santé d'un territoire en fonction du niveau de défavorisation sociale en région (comme dans l'Hérault et à Marseille)

Par ailleurs, l'agence souhaite contribuer à améliorer les connaissances sur le rôle que joue la **littératie en santé** (LS) dans la construction des inégalités sociales de santé. Ainsi plusieurs enquêtes menées au sein de l'agence ou dans le cadre de partenariats permettront de décrire les niveaux de LS ou de LS numérique de la population en France et d'analyser leurs liens avec les déterminants socio-économiques et les comportements de santé.

Projets/Activité	Livrables	Échéance
Développement d'indicateurs visant à une meilleure intégration des principaux déterminants sociaux de la santé dans les actions mises en œuvre par Santé publique France	Fiche variable Emploi	Mai-25
	Fiche variable Logement	Mars-25
	Fiche variable Origines	Janv.-25
Initiation et animation de nouveaux GT sur les déterminants sociaux de la santé (éducation, inégalités de recours aux soins, soutien social)	Fiche variable Éducation	Janv.-26
	Fiche variable Inégalités de recours aux soins	Janv.-26
	Fiche variable Soutien social	Janv.-26
Séminaire annuel sur les indicateurs des inégalités sociales de santé avec partenaires de la recherche	Compte rendu séminaire	Oct.-25
Intégration indices de défaveur sociale (ex : FDEP, EDI) au nouveau portail open data Santé publique France	Note méthodologique sur l'utilisation des indices de défaveur sociale	Janv.-25
Evane : Enquête nationale sur les déterminants du vécu et des pratiques	Protocole de recherche détaillant les indicateurs d'inégalité sociale : article	Juin-25

Projets/Activité	Livrables	Échéance
parentales auprès de parents (pères et mères) d'enfants de 0 à 2 ans, 2024, France hexagonale	Premiers résultats de l'enquête Evane présentant des analyses des variables d'ISS : rapport	Déc.-25
Intégration des inégalités sociales de santé et des vulnérabilités territoriales à partir du programme périnatalité et petite enfance	Scoping review sur le lien entre déterminants socio-structurels et stress parental	Fév.-25
Étude des disparités infra-départementales d'incidence des cancers : analyse écologique du lien entre fréquence des cancers et indice de défaveur sociale. Application au département de l'Hérault.	Étude des disparités géographiques d'incidence des cancers : analyse écologique infracommunale du lien entre fréquence des cancers et indice de défaveur sociale. Application au cancer du poumon, cancer colorectal et lymphomes malins non Hodgkiens : article	Sept.-25
Surveillance des inégalités sociales et territoriales de santé dans le domaine du diabète	ISS chez les personnes atteintes de DT2 (caractéristiques, état de santé, recours aux soins) à partir des données d'Entred-3 : article	Déc.-25
	Scores de littératie chez les DT2 et leurs déterminants : article	Déc.-25
	Évolution de la mortalité et de la surmortalité globale et par causes selon les ISS	Déc.-25
Amélioration des connaissances sur la LS et la LS numérique	Données sur la LS numérique issues du Baromètre santé 2023 : article	Déc.-25
	Scoping review sur les actions prometteuses ou probantes en LS en matière de diabète et maladies cardiovasculaires (projet Jacardi WP6) : article	Déc.-26
	Contribution à l'enquête européenne HLS 2024-2025 (<i>Health literacy Survey</i>), dans le cadre du partenariat avec le réseau européen M-Pohl et le Sesstim-Université Aix-Marseille : rapport	Déc.-27

Le second axe prioritaire vise à étudier **les populations en situation de vulnérabilité sociale non ou peu couvertes par les systèmes de surveillance habituels**. À titre illustratif, en 2024 ont été publiés les résultats d'une étude épidémiologique sur la santé et le recours aux soins des Gens du voyage en Nouvelle-Aquitaine, une population socialement exclue par le logement. Les résultats de cette étude continueront à être valorisés et leur utilisation permettra de promouvoir des actions de prévention liées à des problématiques de santé spécifiques, telles que le saturnisme, et d'orienter les politiques publiques vers un meilleur aménagement des aires d'accueil sur les territoires, en tenant compte des questions relatives à l'équité en santé environnementale, à la suite des premiers résultats montrant un état de santé dégradé associé aux conditions de vie et d'habitat.

En 2025, une attention particulière sera portée aux personnes sans emploi, avec des analyses approfondies de leur profil et de leur état de santé, basées sur les données des baromètres santé et de l'EDP santé. Ces informations seront partagées avec les autorités de santé pour élaborer des stratégies ciblées répondant aux besoins de santé identifiés par Santé publique France.

Projets	Livrables	Échéance
Surveillance épidémiologique de la santé des personnes sans emploi (SESSE)	Profil et état de santé des personnes au chômage en France emploi à partir du Baromètre santé et de l'EDP santé : rapport	Mai-25
Étude Gens du voyage	Couverture vaccinale des gens du voyage : article	Déc.-25
Guyane : Évaluation de campagnes de dépistage de la syphilis par Trod mixte (VIH, Syphilis) auprès de personnes habituellement éloignées des structures de soin	Plan d'action et réponse à la saisine de l'ARS Guyane : rapport et valorisation	Fin 2025

Objectif 2. S'assurer de l'équité des actions de promotion de la santé en tenant compte du gradient social, incluant aussi les personnes éloignées du système de santé et avec une attention soutenue pendant l'enfance

Santé publique France a pour objectif en 2025 de mettre à disposition des parties prenantes des guides pratiques pour la mise en place d'une mobilisation des connaissances et son évaluation. L'agence met également en place des démarches participatives telles que des revues rapides Cochrane, réunissant l'expertise de ses agents, des acteurs, des décideurs et des chercheurs. Dans sa phase pilote, ces revues portent sur des actions de prévention en santé, visant notamment les enfants (enjeu « stratégie de prévention »). Les résultats de ces revues sont diffusés sous forme d'articles scientifiques et de notes de recommandations aux décideurs.

Projets	Livrables	Échéance
Renforcer la capacité des acteurs et décideurs à élaborer des actions de prévention équitables	La mobilisation des connaissances comme levier pour agir contre les inégalités sociales de santé : guide	Mars-25
	Évaluation d'un processus de co-construction pour faciliter la mobilisation des connaissances entre les secteurs social et médical en période de crise sanitaire : article	2025
	Vaccination Covid-19 des personnes sans-abri (Mobilisation des connaissances et étude intégrée à méthodes mixtes): articles	2025
Plaidoyer pour des actions de prévention équitable	Adaptations efficaces pour réduire les inégalités lors de la campagne de vaccination contre les papillomavirus en milieu scolaire : Article (revue Cochrane) et Note DGS Inca	2025

L'agence applique depuis plusieurs années les principes de la **littératie en santé** dans l'élaboration de ses dispositifs de communication et de marketing social. L'objectif est de mieux prendre en compte les compétences, numérique notamment, des publics pour faciliter l'accès, la compréhension, et si possible l'adhésion des populations les plus défavorisées socialement. Ce travail sera poursuivi en 2025 (enjeu « stratégie de prévention »).

Projets	Livrables	Échéance
Prise en compte de la littératie en santé (LS) : production de contenus accessibles dans l'ensemble des dispositifs de communication mis en œuvre par l'agence.	Accompagnement, formations et guides pratiques internes à l'Agence (et partenaires) pour la prise en compte des personnes à plus faible LS et personnes en situation de handicap (RGAA)	Déc.-25
	Mise à jour et impression de supports de prévention accessibles.	Fév.-25

Concernant la **médiation en santé**, un cadre méthodologique, expliquant ses conditions d'efficacité pour favoriser le recours aux services de santé (dépistage, vaccination) a été élaboré en 2023 en collaboration avec une équipe de recherche à l'Université de Bordeaux.

L'agence éprouvera ce cadre méthodologique dans des projets d'évaluation de la médiation en santé en région, tel que le programme « 13 en santé » à Marseille qui vise à favoriser le recours au dépistage organisé du cancer et à la vaccination dans les quartiers prioritaires.

Projets	Livrables	Échéance
Médiation en santé à destination des populations précaires	Plan d'analyse de la médiation en santé incluant les indicateurs d'empowerment collectif (application cadre méthodologique et résultat de la revue) : guide	Juin-25
	Outils de collecte de données de l'empowerment collectif : revue de la littérature et étude exploratoire de validation (étude Fasset et Sindiane) : articles	2025
Évaluation des actions de médiation en santé auprès des populations vulnérables à Marseille (étude 13 en santé)	Étude qualitative pour identifier les stratégies d'intervention des dispositifs Corhesan et Sept à Marseille : article et Synthèse des résultats à destination des ARS	2025

Afin de lutter le plus préocement possible contre l'impact des inégalités sociales, l'agence met en place des **interventions précoce**s qui sont la forme d'action le plus coûte efficace dans la lutte contre les inégalités de santé.

Projets	Livrables	Échéance
Panjo : intervention de prévention précoce de promotion de la santé et de l'attachement des nouveau-nés et de leurs jeunes parents	Publication des résultats de l'étude Panjo 2	Déc.-25
	Rapport annuel de déploiement 2025	Déc.-25
	Outils pédagogiques vidéo pour les formations	Déc.-25

Objectif 3. Renforcer les partenariats, notamment avec les acteurs du social et les communautés/populations concernées

Le renforcement du partenariat avec les institutions du secteur de la santé, mais aussi du social sera poursuivi en 2025.

L'agence contribuera notamment au développement des compétences en prévention et promotion de la santé des acteurs des CLS (contrats locaux de santé), financés par les ARS et les collectivités territoriales, qui sont des démarches de promotion de la santé au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Projets	Livrables	Échéance
Développement des compétences en PPS des acteurs des CLS/CPTS	Modules d'e-learning pour la formation EHESP PACTE CLS	2025
Accès à l'information, à la prévention et aux soins des personnes migrantes et mise à disposition d'outils pour les professionnels de la santé et du social	Dispositif Africa radio Livrets de santé bilingues Guide pour les professionnels Comede Poursuite de la diffusion des supports d'information sur les bilans de prévention aux âges clés	2025

Fiche transversale

Principes transversaux de soutien à la programmation scientifique de l'agence

Soutenir la programmation scientifique et sa mise en pratique implique de déployer des stratégies transversales au sein de l'agence et avec les partenaires de l'agence.

L'agence est appuyée dans l'élaboration et la réalisation de ces stratégies par le conseil scientifique (CS), le comité d'orientation et de dialogue (COD) et le comité d'éthique et de déontologie (CED). En 2025, un bilan du fonctionnement du CS et du COD sera réalisé en amont du renouvellement de ces deux instances (nomination des membres fin 2025 par le conseil d'administration).

- **Une expertise indépendante pour l'aide à la décision et en appui des politiques publiques**

Après la formalisation du processus d'expertise interne et externe en 2024, l'objectif pour 2025 sera de renforcer l'appropriation des résultats et livrables de l'expertise afin d'ancrer le positionnement de Santé publique France en tant qu'acteur clé de l'expertise en santé publique et sécurité sanitaire au plan national et international.

- **S'assurer du respect des principes et règles déontologiques et intégrer la dimension éthique en santé publique dans les activités et projets de l'agence**

À la suite du séminaire « Éthique en santé publique » de novembre 2023 dont les conclusions ont été publiées² en 2024, un plan d'action visant à faciliter l'adoption d'une approche délibérative de l'éthique en santé publique, adaptée aux missions de l'agence, sera progressivement déployé avec l'appui du nouveau CED dès début 2025. L'originalité de l'approche de l'agence a été soulignée au plan national et international ; il convient de favoriser sa dissémination et pour cela de renforcer les relations avec le Comité consultatif national d'éthique (CCNE), les Espaces de réflexion éthique régionaux (ERER), les autres agences sanitaires, ainsi que la collaboration avec les lieux de formation académique en santé publique et éthique.

- **Développer le dialogue et la promotion d'informations utiles aux citoyens et aux parties prenantes pour renforcer le pouvoir d'agir de chacun**

Dans le cadre de la stratégie d'ouverture et de dialogue avec la société et les parties prenantes, en 2025, l'accent sera mis sur les premières conclusions de la mission d'appui demandée par l'agence à la Commission nationale du débat public (CNDP). Celle-ci a en effet, été sollicitée pour une mission d'avis méthodologique³ afin de définir la gouvernance, les modalités et les conditions les plus adaptées à Santé publique France pour l'organisation de la participation du public dans la réalisation de ses missions, études et investigations. L'agence souhaite également approfondir avec la Conférence nationale de santé (CNS) les possibilités d'organiser des consultations des parties prenantes du secteur de la santé, notamment au niveau local, sur des sujets d'intérêts pour l'agence.

L'agence a notamment intégré une démarche d'ouverture et de participation pour définir sa stratégie d'ouverture des données qui se concrétisera, en 2025, par le lancement d'une nouvelle plateforme d'Open data permettant une meilleure appropriation par le grand public des indicateurs produits par l'agence (enjeu « Numérique en santé publique »).

L'agence développera également l'ouverture au public des notes au décideur pour mieux diffuser les connaissances produites.

² À paraître sur <https://www.santepubliquefrance.fr>

³ <https://www.debatpublic.fr/sante-publique-france-5694>

- **Collaborations scientifiques nationales et internationales :**

L'agence entretient de très nombreuses collaborations scientifiques au niveau français grâce à des partenariats institutionnels et de projets. Elle collabore ainsi avec plus d'une centaine d'équipes de recherche et organise régulièrement avec elles des séminaires scientifiques.

Les activités européennes et internationales s'inscrivent dans la continuité des années précédentes, en particulier avec les travaux conduits en lien avec l'ECDC dont le mandat a été élargi en 2021 et l'implication dans des projets européens financés par EU4Health.

- **Développer les compétences nécessaires aux missions de demain des agents et des membres du Réseau national de santé publique (RNSP)**

Le développement des compétences collectives en santé publique au sein de l'agence et à destination des membres du RNSP sera poursuivi avec les partenaires privilégiés de l'agence (Isped, EHESP, ECDC).

En son sein, l'agence met en place une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), incluant un programme de développement des compétences structuré, afin d'anticiper les besoins relatifs aux ressources humaines quant aux effectifs, emplois et compétences, à court, moyen et long terme.

- **Impulser une culture de l'innovation avec la création d'un Lab'Innovation**

Pour renforcer et accélérer l'innovation, l'agence a mis en place, en son sein, en 2024, un Lab'Innovation. Elle poursuivra en 2025 l'animation de cette structure agile permettant d'identifier les activités innovantes à renforcer ou à développer, afin de répondre plus efficacement à ses missions. L'objectif est d'innover sur plusieurs champs de la surveillance épidémiologique, mais également sur des questions méthodologiques utiles à la conception et à l'évaluation des interventions de prévention et promotion de la santé.

Outre ces grandes orientations, plusieurs actions phares sont à citer dans le champ de la communication :

- **L'exploitation des résultats de l'enquête de perception des activités et productions de l'agence par ses publics**, réalisée en 2024, afin de nourrir ses stratégies pour anticiper et répondre aux attentes et assurer une meilleure lisibilité de son action et de son expertise.

- **Mettre à disposition une information accessible et référente avec un site internet plus efficace et une production renforcée de supports pédagogiques**

En 2025, l'Agence va améliorer la facilité d'usage de son site internet et renforcer son ouverture à l'international via la création d'un espace en langue anglaise. Par ailleurs, l'agence poursuivra la production de formats pédagogiques (infographies, datavisualisations, décryptages médias, *community management*) pour assurer une bonne compréhension des enjeux de santé publique et de ses travaux. Elle s'attachera également à consolider ses liens de coordination avec ses partenaires pour renforcer l'efficacité des actions de communication auprès des publics et favoriser la compréhension des champs d'intervention des acteurs de la santé publique.

- **Participer aux partages des connaissances scientifiques en modernisant notamment le fonctionnement du Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) en l'inscrivant dans une démarche de science ouverte**

En 2025, la direction s'attachera à inscrire le BEH dans des bases documentaires scientifiques « sciences sociales et santé » pour élargir le lectorat. La rédaction du BEH poursuivra l'évolution du projet éditorial vers une revue en *Open Access* (OA) via l'adoption d'une licence CCL (*Creative Common licence*) d'exploitation des droits d'auteur en OA et l'indexation du BEH dans la base de données des revues en : DAOJ (*Directory of Open Journal*). Par ailleurs, la modernisation des outils de production de la revue permettra de faciliter le travail de la rédaction et des auteurs.

- **Renforcer la présence de l'agence dans les congrès pour des communications scientifiques**



**Santé
publique**
France

Santé publique France
12, rue du Val d'Osne
94415 Saint-Maurice Cedex
Tél. : 01 41 79 67 00 (standard)
Fax : 01 41 79 67 67

santepubliquefrance.fr

Retrouvez-nous sur :

